

LISTE DES ACRONYMES

BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CCAC	Centre Culturel Albert Camus
CNF	Campus Numérique Francophone d’Antananarivo
CSLCP	Cadre Stratégique de la Lutte Contre la Pauvreté
DCPE	Document Cadre de la Politique Economique
DSA	Dimensions Sociales de l’Ajustement
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
IADM	Initiative d’Allègement de la Dette Multilatérale
IDH	Indice de Développement Humain
INSTAT	Institut National de la Statistique
MAP	Madagascar Action Plan
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAS	Programme d’Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieur Brut
PIB/hab	Produit Intérieur Brut par habitant
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
UNDAF	United Nations Development Action Framework
UNDP	United Nations Development Program

VIH Virus de l'Immunodéficience Humaine

WB World Bank

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau 1</u> : Profil de la pauvreté en 2001 et 2005	40
<u>Tableau 2</u> : Pauvreté selon le niveau d'accès aux infrastructures de bases	41
<u>Tableau 3</u> : Pauvreté selon les variables socio-économiques	42
<u>Tableau 4</u> : Caractéristiques qui influent sur la probabilité d'être pauvre	43
<u>Tableau 5</u> : Evolution de la pauvreté (%)	43

LISTE DES FIGURES

<u>Figure 1</u> :	Effet de l'investissement sur l'offre et la demande	9
<u>Figure 2</u> :	La croissance endogène	15
<u>Figure 3</u> :	Courbe de Kuznets	21

LISTE DES ANNEXES

<u>Annexe 1</u> : Approfondissement de l'analyse de Kuznets.....	IV
<u>Annexe 2</u> : Lier l'Agenda du travail décent aux Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté	VI
<u>Annexe 3</u> : Les indicateurs FGT (Foster-Greer-Thorbecke).....	XII

GLOSSAIRE

Capabilité : Une capabilité est, suivant la définition qu'en propose Amartya Sen, la possibilité effective qu'un individu a de choisir diverses combinaisons de fonctionnements¹, autrement dit une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement. L'approche des capabilités a par la suite connu d'importants développements, notamment dans les travaux de la philosophe Martha Nussbaum, qui relie l'approche des capabilités et la politique du care proposée par Joan Tronto, et souligne l'ancrage de cette approche dans la tradition de pensée libérale en même temps que son inspiration marxiste. Chez Amartya Sen, la notion prend racine dans la théorie du choix social ainsi que dans la philosophie morale et dans la philosophie de l'action analytique.

Croissance endogène : On appelle croissance endogène, non pas une forme de croissance, mais une théorie qui explique la croissance économique par des facteurs endogènes comme le développement du capital humain, les savoir-faire, le progrès technique. Cette théorie remet en question le modèle édicté par l'économiste américain Robert Solow (dit "modèle de croissance exogène") pour lequel le progrès aurait pour origine des facteurs extérieurs à la production, sans pour autant en expliquer la cause, et qui conclut à une convergence des économies vers un état de croissance stationnaire, ce qui n'a pas été constaté. La théorie de la croissance endogène a son origine en 1986 dans un article de Paul Romer, intitulé "Increasing Returns and Long Run Growth", qui lie la croissance au comportement, aux initiatives et au développement des compétences des agents économiques. Développée notamment par Paul Romer, Robert E. Lucas, et Robert Barro, elle est devenue l'un des sujets d'étude majeur en sciences économiques.

Innovation : c'est l'action d'innover, c'est-à-dire d'introduire quelque chose de nouveau en terme d'usage, de coutume, de croyance, de système scientifique... En matière économique, l'innovation est une évolution significative d'un produit, d'un service ou d'un processus de fabrication qui apporte quelque chose de nouveau, d'encore inconnu ou qui utilise une technologie nouvelle issue de la recherche fondamentale. L'innovation résulte à la fois d'une nouvelle idée, faisant appel à la créativité, d'une réalisation concrète et de la réponse aux attentes des consommateurs. Elle vise à obtenir un avantage compétitif en satisfaisant les besoins du marché. L'innovation peut être ponctuelle et porter sur un projet, un produit. Elle peut aussi s'inscrire dans une démarche permanente de management de l'innovation afin de pérenniser les gains de compétitivité qu'elle génère. On parle alors

d'innovation durable. L'innovation se distingue de l'invention ou de la découverte par son caractère opérationnel et sa mise en œuvre concrète.

Investissement : c'est l'action d'investir, c'est-à-dire d'acquérir de nouveaux moyens de production, d'améliorer leur rendement ou de placer des capitaux dans une activité économique, dans une entreprise, etc. Le moteur de l'investissement est la perspective d'en retirer un profit. En effet, investir consiste à engager une importante dépense aujourd'hui afin d'obtenir un bénéfice dans le futur. La décision relative à un investissement est prise en comparant les profits espérés avec le taux d'intérêt d'un placement financier.

Pauvreté : état d'une personne qui est pauvre, indigente. Une personne en situation de pauvreté ne dispose pas des ressources matérielles suffisantes (manque d'argent) et vit dans des conditions qui ne lui permettent pas d'exister dignement selon les droits légitimes et vitaux de la personne humaine et qui la condamnent à survivre péniblement au jour le jour.

Pauvreté absolue : situation des personnes qui ne disposent pas de la quantité minimale de biens et services permettant une vie normale. Pour l'ONU, un individu est dit en état de pauvreté absolue quand il n'a pas les moyens de se procurer un "panier" de biens considérés comme indispensables à sa survie.

Pauvreté relative : s'établit par comparaison avec le niveau de vie moyen du pays dans lequel on se trouve. On détermine d'abord le revenu médian, revenu qui partage la population en deux parties égales. La pauvreté se définit alors par rapport à une proportion de ce revenu médian.

SOMMAIRE

Introduction générale

Partie 1. Débats théoriques autour du lien entre croissance et pauvreté

Chapitre 1. La croissance comme un préalable à la réduction de la pauvreté

Chapitre 2. La limite de la croissance face à l'aspect multidimensionnel de la pauvreté

Partie 2. Les politiques internationales: entre orthodoxie et hétérodoxie

Chapitre 3. La banque mondiale avec sa lecture néoclassique

Chapitre 4. L'émergence des courants hétérodoxes

Partie 3. Situation de la pauvreté à Madagascar

Chapitre 5. Analyse et description de la pauvreté à Madagascar

Chapitre 6. Les moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar

Conclusion générale

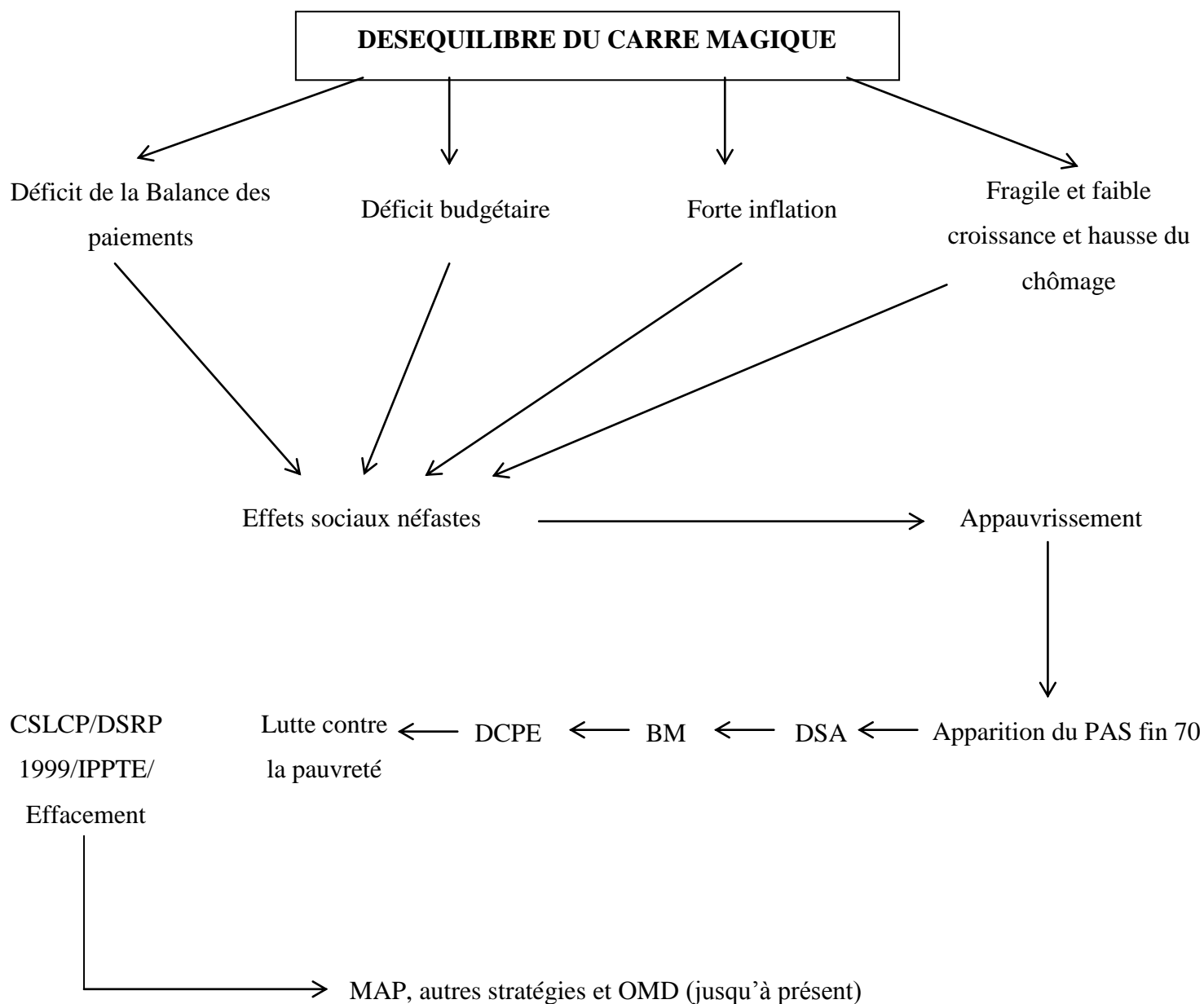
INTRODUCTION

La pauvreté caractérise la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte. La pauvreté résulte généralement de conditions de départ défavorables (mauvais accès à la formation, santé déficiente,...), et parfois d'accidents (destruction de biens, accident de santé, perte d'emploi, etc.). Mais cela engendre souvent un cercle vicieux. La pauvreté oblige à se loger à bas prix, donc dans des quartiers ayant mauvaise réputation, où il y a peu de travail et une offre éducative dégradée, une criminalité sinon plus élevée du moins plus violente, une prévention médicale moins active, etc. Les chances de trouver un revenu par le travail sont moindres, la tentation plus forte de faire appel au travail illégal (« au noir »), à des sources de revenu illusoires (loteries, paris) ou dangereuses (crime, drogue) ou encore dégradantes (prostitution), les risques d'accidents sont plus importants, et l'exploitation par les mafias, ou groupes organisés, sont des facteurs de désocialisation, voire d'une insécurité à la fois personnelle et globale.

Les économistes utilisent le terme de croissance conventionnellement pour décrire une augmentation de la production sur le long terme. Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à « *l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels.* » (Perroux, 1990). La définition de Simon Kuznets va au-delà et affirme qu'il y a croissance lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population. Généralement, la croissance économique engendre l'enrichissement. Ce dernier peut permettre de faire reculer la pauvreté. Notons que la croissance économique figure parmi l'un des quatre axes cardinaux du carré magique de Nicolas Kaldor (les quatre axes sont : taux de croissance économique, taux de chômage, taux d'inflation et solde de la balance courante).

Notre étude part du déséquilibre du carré magique, déséquilibre entre la croissance, l'emploi, le chômage et le commerce extérieur. Ce déséquilibre a des effets néfastes sur le social entraînant un appauvrissement. Ce dernier a poussé à s'intégrer au programme d'ajustement structurel (PAS). Le programme d'ajustement structurel se préoccupe beaucoup plus sur la stabilité macroéconomique et financière. A partir des années 1980 est apparu le programme d'ajustement structurel à visage humain. De là est né le programme d'éducation de l'ajustement structurel ou DSA de la Banque Mondiale. Ce programme a été introduit dans

le cadre du DCPE ou Document Cadre de la Politique Economique. Le DCPE a été la référence pour passer au Cadre Stratégique de la Lutte Contre la Pauvreté ou le DSRP en 1999 où Madagascar a commencé à faire partie des pays qui allaient bénéficier de l'effacement de la dette.



Source : RAZAFINDRAVONONA, 2013

La persistance de la situation de crise que Madagascar traverse depuis le début de l'année 2009, associée à la crise financière mondiale, a aggravé la situation de pauvreté à Madagascar (PNUD, 2010). En effet, si Madagascar figurait en 2008 parmi les pays à développement humain moyen, avec un IDH de 0,533, il se trouve en 2011 avec un IDH de l'ordre de 0,480 dans la catégorie des pays à développement humain faible (PNUD, 2010).

Trois malgaches sur quatre vivent encore en dessous du seuil de la pauvreté et la situation ne présage pas une amélioration à court terme (PNUD, 2010). En effet, la perturbation engendrée par la crise sur les aides financières continue à mettre en difficulté une grande partie des services d'appui au développement au niveau des communautés. Par ailleurs, faute de financement, la perturbation de la fourniture des services publics persiste, le climat des affaires avec les impacts socioéconomiques de la fermeture d'entreprises et l'environnement général de fonctionnement du secteur privé reste encore défavorable.

Notre problématique consiste à répondre à la question : dans quelle mesure la croissance économique contribue-t-elle à réduire la pauvreté ?

Pour répondre à cette question, nous avons effectué la méthodologie suivante. D'abord nous avons choisi de faire des revues de littératures au niveau des bibliothèques (CCAC, CNF, Bibliothèque de la Banque Mondiale, INSTAT) concernant la pauvreté et la croissance économique, notamment celui de la Banque Mondiale, du PNUD, d'Adam Smith, d'Amartya Sen, etc. Les recherches sur internet nous ont permis d'avoir des ouvrages tels que *Le développement face à la pauvreté* dirigé par Mourji, Decaluwé et Plane, ou encore les ouvrages des grands auteurs : *La richesse des Nations* d'Adam Smith, *Essai sur le principe de population* de Malthus, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* de Ricardo, etc. Mais du point de vue théorique, les travaux de Sen sont les plus retenus, surtout ceux qui concernent la capabilité.

Notre étude comporte trois parties. La première porte sur l'analyse théorique du lien entre la croissance économique et la pauvreté. Le second avance les politiques internationales de lutte contre la pauvreté. La troisième partie analysera la situation de la pauvreté à Madagascar.

Partie 1.

Débats théoriques autour du lien entre croissance et pauvreté

Depuis Adam Smith et sa richesse des nations, la croissance économique et la pauvreté occupe l'esprit de nombreux économistes. D'un point de vue orthodoxe, la croissance économique entraîne la réduction de la pauvreté. Mais la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté. Pour plus de précision, cette première partie sera consacrée en une revue théorique de la croissance économique et de la pauvreté. Notre première préoccupation est de chercher le lien entre la croissance économique et la pauvreté. Nous soutenons l'hypothèse selon laquelle la croissance économique est une condition nécessaire et non suffisante à la réduction de la pauvreté.

Par contre, l'aspect multidimensionnel de la pauvreté pose la limite de la croissance économique. L'objet du second chapitre est de mettre en évidence cette limite.

Chapitre 1. La croissance comme un préalable à la réduction de la pauvreté

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques, font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par la vision optimiste d'Adam Smith (vertus de la division du travail), le thème de la croissance réapparaîtra au XIX^{ème} siècle dans les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Il faudra cependant attendre le XX^{ème} siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès. Les modèles post-keynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 70-80, la croissance a connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la régulation et de la croissance endogène.

Dans ce chapitre, nous abordons dans une première section les précurseurs de la croissance économique tels qu'Adam Smith, Malthus, Ricardo et Marx. Ensuite, dans chaque analyse théorique, le point de vue post-keynésien et le modèle néoclassique restent toujours d'actualité. Enfin, la croissance endogène sera traitée dans la dernière section.

I. Les précurseurs

Depuis plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la croissance. Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont les véritables précurseurs de cette réflexion.

1. La division internationale d'Adam Smith (1776)

Dans ses Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations (1776), Adam Smith met en évidence le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits d'une croissance illimitée (elle dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché).

2. Le principe de population de Thomas Malthus (1796)

Dans son Essai sur le principe de population (1796), Thomas Malthus considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante. Il attribue la misère en

Angleterre au décalage entre deux lois : la loi de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. La sortie de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité et le célibat.

3. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaire de subsistance) et le capitaliste (profit). Le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).

4. La destruction du capitalisme selon Marx (1844)

Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide des schémas de reproduction élargie. La croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (Le Capital, 1867). En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, Minimum de Subsistance) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (crise).

Schumpeter (1911) et le rôle de l'entrepreneur

Dans son ouvrage, Capitalisme, Socialisme et démocratie, Joseph Schumpeter (1942) fait du progrès industriel la clé du changement : « *L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de la consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste*

». End'autres termes, le progrès industriel est porté par des innovateurs (Schumpeter compare le jeu des affaires au poker).

L'analyse schumpetérienne est intéressante car elle ne repose pas seulement sur le progrès technique, sur l'évolution des connaissances ou les grandes inventions (avec le cycle des révolutions industrielles successives). Schumpeter y ajoute un héros – le chef d'entreprise. Le chef d'entreprise prend le risque de lancer un nouveau produit ou une nouvelle façon de produire, et une structure (la concurrence monopolistique) qui assure à celui qui a réussi son pari d'en percevoir une rétribution financière. La « Destruction – créatrice » finit par être bénéfique pour tous. Le système tout entier produira plus de richesse.

La prise en compte de ces précurseurs est très importante. Grace aux idées venant de ces précurseurs, nous pouvons avoir une première image de la liaison entre la croissance économique et la pauvreté. Adam Smith parle de la division du travail, Malthus de la population, Ricardo des propriétaires fonciers et Marx d'une plus-value. Derrière toutes ces idées, il y a la population. Pourtant, la pauvreté touche directement la population. Comme solution à la pauvreté, les économistes ont trouvé la croissance économique.

A partir des années 1930 en Angleterre et aux États-Unis, le post-keynésianisme a été développé. La section suivante traitera les modèles de croissance post – keynésien.

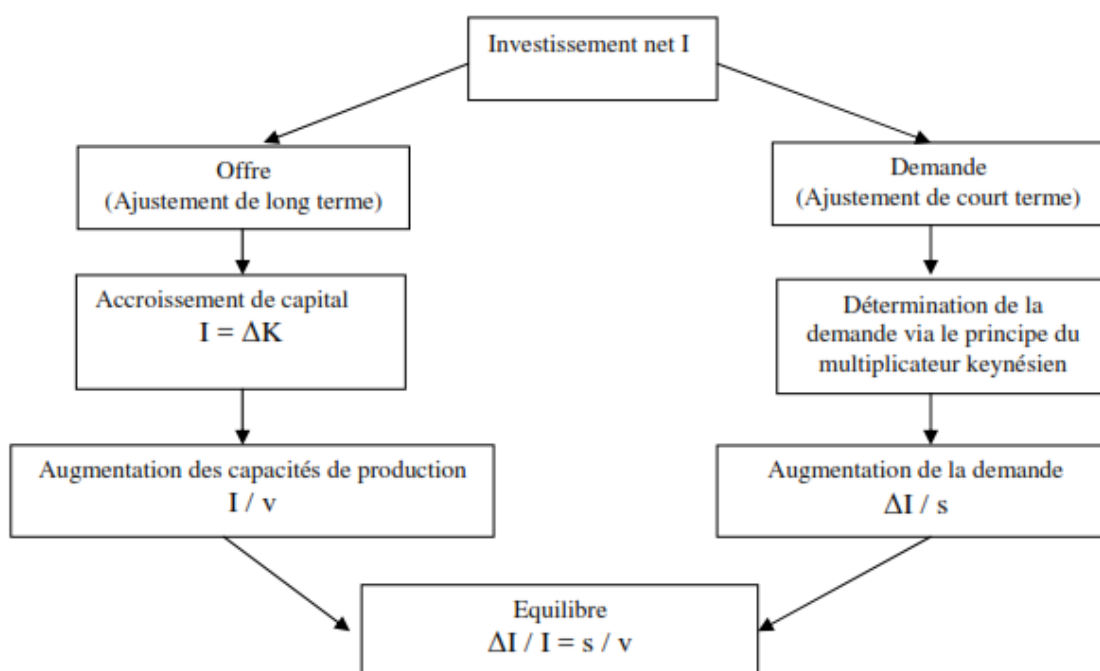
II. Les modèles de croissance post - keynésien

A la suite de la crise de 1929, de nombreux économistes inspirés par les travaux de Keynes, vont s'interroger sur les possibilités d'une croissance équilibrée. Les modèles de Domar et Harrod vont chercher à rendre compte des conditions et caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance. Pour Domar (1946), l'investissement exerce une double influence sur l'économie (Muet, 1991). Du côté de la demande (et à court terme), la variation de l'investissement détermine via le principe du multiplicateur keynésien ($\Delta I \rightarrow Y \rightarrow R \rightarrow C \text{ et } S$), le niveau de revenu et de la demande globale. L'effet revenu associé à une augmentation de l'investissement ΔI , est égal à $\Delta I [1/(1-c)]$ c'est-à-dire $\Delta I [1/s]$ où $s=(1-c)$ sachant que c et s représentent respectivement les propensions marginales à consommer et à épargner. Du côté de l'offre (et à long terme), l'investissement accroît la capacité de production. L'effet capacité stipule que l'investissement doit engendrer une stimulation de la capacité de production, via le mécanisme de l'accélérateur. L'investissement accroît les capacités de production dans une proportion égale

à $1/v$ où v est le coefficient de capital et correspond à l'inverse de la productivité moyenne du capital soit $v = K/Y$ (où K est le stock de capital et Y la production). L'effet de capacité est donc égal $I(1/v)$.

Le problème de Domar prend ainsi la forme suivante : à quelle condition la hausse de la demande issue de la variation de l'investissement est-elle compatible avec l'accroissement de la capacité de production résultant de l'investissement ? Pour qu'il y ait croissance équilibrée, les revenus supplémentaires engendrés par l'effet multiplicateur doivent permettre d'absorber la production supplémentaire obtenue. En d'autres termes, l'effet de revenu doit être égal à l'effet de capacité. Cette condition est vérifiée si l'investissement augmente à un taux constant égal au rapport entre la propension marginale à épargner et le coefficient de capital soit $\Delta I/I = s/v$.

Figure 1 : Effet de l'investissement sur l'offre et la demande



Source : Domar, 1957

Domar met en évidence la nécessité pour le capital et la production de croître à un taux constant, Harrod va montrer que la croissance est par nature instable. Selon Pierre Alain Muet (1991), Harrod aurait été conduit à poser deux problèmes : l'un est la stabilité de la croissance, l'autre est la possibilité de maintenir le plein emploi.

- En introduisant les anticipations de croissance dans la détermination de l'investissement, Domar arrive à la conclusion : la relation déterminant le taux de croissance par le rapport du taux d'épargne au coefficient de capital (taux de croissance garanti) est fondamentalement instable. La raison de cette instabilité sera que l'effet multiplicateur serait sans commune avec l'effet accélérateur, sauf pour une valeur bien particulière correspondant au régime de décroissance équilibrée.
- En confrontant le taux de croissance garanti, g_w (qui équilibre l'offre et la demande sur le marché des biens) et le taux de croissance naturel, g_n (qui équilibre l'offre et la demande sur le marché du travail), Harrod met en évidence un paradoxe de la théorie keynésienne. Si g_w est supérieur à g_n , le rythme élevé de croissance pourra permettre de réduire le chômage. Mais lorsque l'économie tend vers le plein emploi, le taux de croissance effectif g sera limité par le taux naturel. La croissance réelle devient inférieure au taux garanti. Harrod en conclut : l'économie tendra progressivement vers la dépression du fait de l'insuffisance de la demande. Ainsi, un taux d'épargne élevé (ou insuffisant) serait néfaste au plein emploi. L'épargne est une vertu si g_w est inférieur à g_n .

En partant du déséquilibre du carré magique, le modèle d'Harrod-Domar contribue à résoudre le problème du chômage.

La section suivante apportera les lumières du modèle néoclassique grâce à l'approche de Solow.

III. Le modèle néoclassique : l'approche de Solow

Le modèle néoclassique a été développé successivement par Ramsey (1928), Solow (1956), Swan (1956), Cass (1965) et Koopmans (1965). Robert Solow (Prix Nobel en 1987) en est la figure pensante. Son article intitulé « *A Contribution to the Theory of Economic Growth* » et paru en 1956 dans *the Quarterly Journal of Economics*, attribue l'origine de la croissance par tête au montant de capital technique investi (machines, équipements, logiciels, infrastructures...). Lorsque l'investissement par tête dépasse le montant de la dépréciation du capital par tête existant, chaque travailleur dispose d'un équipement plus performant et peut produire davantage. Toutefois, lorsqu'on augmente le capital par tête, la production augmente, mais pas de façon proportionnelle (c'est le principe des rendements décroissants). Ainsi à force d'augmenter le capital par tête, verra un moment où la production par tête augmentera

moins vite que cela ne coûte. La croissance par tête va cesser : état régulier selon Solow. L'état régulier dépend du coût relatif du capital. Si ce dernier diminue (un renchérissement du coût du travail incite les entreprises à substituer du capital au travail), alors l'investissement par tête va augmenter de nouveau jusqu'à ce qu'un nouvel état régulier soit atteint. Le modèle de Solow repose sur des hypothèses de type néoclassique : toute l'épargne est investie, les rendements sont décroissants, la substitution du capital au travail (selon les coûts relatifs de l'un à l'autre), la concurrence empêche l'existence de rentes de monopole et de comportements price-maker. Il prend également compte de plusieurs faits importants :

- Le niveau de production d'un pays est déterminé par l'investissement par tête qui y est effectué. Un investissement supplémentaire est toujours générateur de croissance économique si le niveau d'état régulier n'est pas atteint. Entre deux pays, celui qui investit moins, a une croissance moindre.
- Il explique les phénomènes de rattrapage des pays (retard de la croissance économique). L'hypothèse retenue par ce modèle, c'est la propriété de convergence (plus le niveau de départ du PIB/hab est faible, plus le taux de croissance attendu est élevé). C'est le cas de la France vis à vis des Etats Unis entre 1950 et 1970, du Japon entre 1960 et 1980. Le modèle de Solow délivre un message optimiste : tous les pays sont susceptibles de connaître une croissance économique s'ils font un effort d'investissement.

A terme, on se dirige vers une convergence, puisque tous les pays proches de leur état régulier connaissent, pour un taux d'investissement donné, une croissance plus faible que celles des pays qui en sont moins proches. Si tous les pays étaient identiques (à l'exception de leur intensité de départ en capital) : la croissance des pays les plus pauvres serait plus rapide par rapport à des pays les plus riches. Si tous les pays sont hétérogènes (propension à épargner, accès à la technologie, taux de fécondité...), la convergence ne se réalisera qu'à certaines conditions : le taux de croissance est d'autant plus élevé que le PIB de départ par habitant est faible par rapport à sa situation d'équilibre de long terme. La propriété de convergence tient à l'existence de rendements du capital décroissants. Les économies qui ont un niveau de capital/travailleur faible (par rapport à son niveau de long terme), tendent à avoir des niveaux d'équilibre et de croissance plus élevés. Il s'agit d'une convergence conditionnée car les niveaux d'équilibre du capital et de la production/travailleur dépendent de la propension à épargner, du taux de croissance démographique...

- Le modèle de Solow met en lumière la règle d'or. Cette dernière consiste à déterminer le taux d'épargne s associé au capital par tête k permettant la plus grande consommation par tête à chaque instant. Ce taux d'épargne est tel qu'il conduit à une formation de capital dont la productivité marginale est égale au taux de croissance de l'économie. La règle d'or s'écrit alors : Productivité marginale du capital = Taux de croissance de l'économie. En supposant le taux d'intérêt réel donné par la productivité marginale du capital, la règle d'or devient : Taux d'intérêt réel = Taux de croissance de l'économie.

Dans le modèle de Solow, la règle d'or s'énonce comme suit : "*La consommation par tête en régime semi-stationnaire est maximale lorsque le capital par tête est tel que la productivité marginale du capital est égale au taux de croissance de l'économie*" (Solow, 1956).

- Enfin, le modèle néoclassique dépasse le simple cadre des biens physiques pour inclure le capital humain sous toutes ses formes : niveau d'éducation, d'expérience, santé (Lucas, 1988). Si l'économie tend vers un ratio d'équilibre stable entre capital humain et capital physique, ce ratio peut au départ s'écarter de sa valeur de long terme. L'ampleur de cet écart affectera la vitesse à laquelle le produit/habitant se rapproche de son niveau d'équilibre (ex : ratio capital humain/capital physique élevé). Ainsi le taux de croissance d'une économie sera d'autant plus sensible à son niveau de départ de production/habitant que son stock de capital humain le sera. Dès lors, le modèle de Solow permet à la fois d'expliquer la convergence de certains pays et l'accentuation des inégalités mondiales entre pays pauvres et pays riches. La convergence provient des efforts d'investissement en capital humain et en capital technique de pays pour combler leur retard (ils peuvent transférer chez eux les techniques de production des pays les plus en avance, grâce à une main d'œuvre mieux formée).

Le modèle de Solow s'est cependant écarté de la réalité en considérant. La croissance économique par tête devait peu à peu diminuer et finir par cesser de progresser : ainsi en l'absence d'innovations technologiques continues, la croissance du produit/habitant cesse (application de l'hypothèse des rendements décroissants et d'une croissance limitée : Ricardo et Malthus). La croissance économique progressait même à un rythme ralenti et demeurait un fait majeur de toutes les économies développées.

Durant les années 50-60, les théoriciens ont reconnu cette limite et cherché à surmonter cette difficulté en intégrant à côté du travail et du capital, un troisième facteur pour expliquer la croissance à long terme : le progrès technique. Ce facteur est un peu particulier car il accroît l'efficacité productive des deux autres. C'est un facteur « qui tombe du ciel », on sait en effet d'où viennent le travail et le capital (apporteurs de travail et de capital), ce qui est beaucoup moins vrai pour le progrès technique (il n'appartient à personne, pas besoin de le rémunérer...). D'où le nom donné de progrès technique exogène. Dès lors, le taux de croissance à long terme devenait entièrement déterminé par une variable exogène : le taux de progrès technique. Et comme le taux de croissance à long terme dépendait aussi d'une donnée exogène : le taux de croissance démographique, on se retrouve avec un modèle qui n'explique pas la croissance à long terme, mais simplement le fait que la tendance à la stagnation du produit par tête pouvait être évitée suite à un progrès technique miraculeux (engendrant des effets externes positifs). Les travaux des années suivantes se sont efforcés d'apporter une solution à la croissance de long terme, en proposant une théorie du progrès technique. Les hypothèses de la concurrence doivent alors subir quelques modifications : dose minimale de non-rivalité (caractéristique des biens publics), existence d'hypothèses de rendements constants des facteurs de production (travail non qualifié, capital, terre) voire possibilité de rendements croissants (ce qui va à l'encontre de la concurrence parfaite).

Arrow (1962) et Sheshinski (1967) ont alors proposé des modèles dans lesquels les découvertes étaient des retombées de la production ou de l'investissement (mécanisme décrit comme l'apprentissage). Chaque découverte a des retombées immédiates sur l'économie (diffusion rapide). Le modèle de Solow fut enrichi en y intégrant la notion d'investissement en capital humain. Sous l'impulsion de Gregory Mankiw, David Romer et David Weil (1992), la notion d'investissement en capital humain fut assimilée à un investissement de court terme. Si une formation permet de transformer du travail non qualifié en travail plus qualifié, donc d'utiliser des équipements plus complexes et d'en tirer meilleur parti, le niveau technologique du pays augmente du même coup son état régulier et son rythme de croissance.

Certes, ce modèle continue à faire appel au progrès technique exogène pour expliquer que la croissance ne se ralentit pas au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'état régulier.

Toutefois, l'investissement en capital humain permet d'endogénéiser une partie de ce progrès technique. Dans cette problématique, la formation rend l'apport du facteur travail

plus efficace, ce qui contribue à stimuler la croissance économique sans qu'il soit nécessaire de faire appel autant que dans le modèle de Solow au progrès technique. Contrairement à l'investissement matériel, qui engendre des rendements décroissants, l'investissement humain engendre des rendements constants (toute année de formation supplémentaire augmente l'efficacité du travail dans la même proportion) qui empêchent que la croissance ralentisse.

L'état régulier est repoussé au fur et à mesure que l'on s'en approche (à condition que le niveau de formation s'élève). Toutefois, même dans ce modèle enrichi, le rôle du progrès technique exogène persiste.

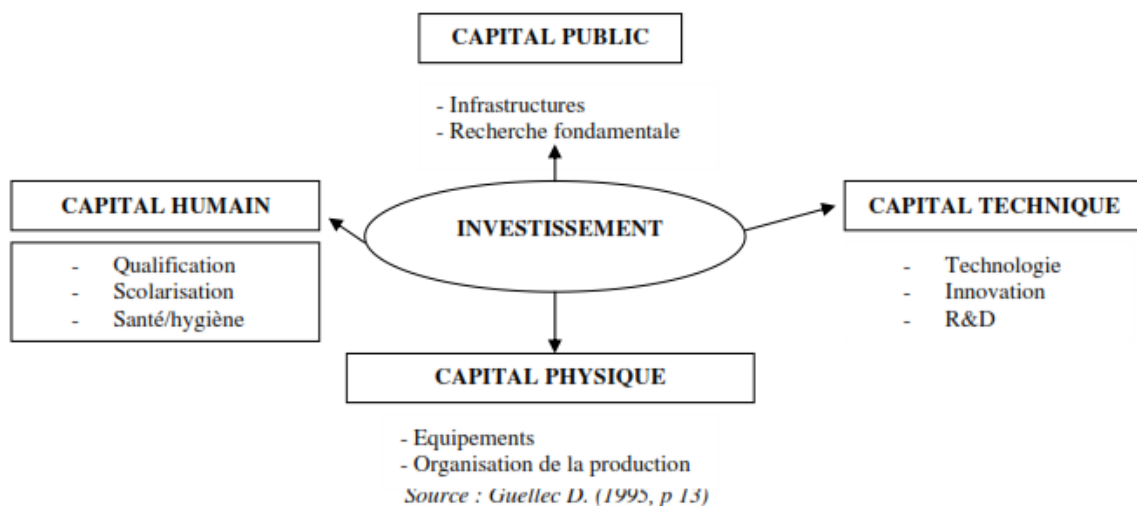
En résumé, le modèle de Solow décrit comment un accroissement du stock de capital, de la quantité de travail (ou de la population) et le progrès technique interagissent et affectent la production au sein de l'économie. A long terme, il montre que l'économie tend vers un état stationnaire. Cette situation d'équilibre est déterminée par le taux d'épargne, le progrès technique et la croissance démographique. Le taux d'épargne et le progrès technique étant donnés dans le modèle, la croissance économique dépend, à long terme, de celle de la population.

Actuellement, les débats tournent autour d'un nouveau concept, celle de la croissance endogène.

IV. La croissance endogène

Le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer. Pour les tenants de la théorie de la croissance endogène, le progrès technique ne tombe pas du ciel. La croissance est ainsi assimilée à un phénomène auto-entretenu par accumulation de quatre facteurs principaux : la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend de choix économiques, c'est pourquoi on parle de théories de la croissance endogène.

Figure 2 : La croissance endogène



Source : Guellec D., 1995

❖ Le capital physique

C'est l'équipement dans lequel investit une entreprise pour la production de biens et des services. Romer (1986) a cependant renouvelé l'analyse en proposant un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celles des autres firmes concurrentes ou non. L'investissement dans de nouvelles technologies est le point de départ à de nouveaux apprentissages par la pratique. Parmi les formes d'apprentissage, nous pouvons citer l'amélioration des équipements en place, les travaux d'ingénierie (agencement des techniques existantes), l'augmentation de la compétence des travailleurs... Or ce savoir ne peut être approprié par la firme qui le produit. Il se diffuse inévitablement aux autres firmes. L'investissement a un double effet : il agit directement sur la croissance et indirectement sur le progrès technique.

❖ La technologie

Cette théorie repose sur l'analyse des conditions économiques favorisant le changement technique. Chaque changement technique provient d'une idée mise en forme et testée. Cependant, entre l'émergence d'une idée nouvelle et sa mise en œuvre concrète, il peut y avoir un très long chemin (test, essais-erreurs...) qui nécessite le concours de plusieurs personnes (exemple : des coûts de mise au point très élevés). En revanche, une fois ces étapes franchies, si l'idée est acceptée, le produit peut être multiplié avec un coût bien moindre (ainsi le premier disque compact, le premier ordinateur ont nécessité des efforts colossaux de la part des concepteurs, cependant leur reproduction à l'identique a été beaucoup plus facile). L'idée de base est donc le surpassement des phases de test pour donner naissance à des rendements croissants (les exemplaires suivants coûtent beaucoup moins chers), voire fortement croissants (duplication d'un logiciel). Pour le producteur, le risque est les concurrents. Les concurrents peuvent en profiter et le producteur initial peut perdre l'investissement de départ. Des droits de propriété intellectuelle limiteront ce risque : brevets ou copyright protègent l'inventeur : c'est le monopole d'exploitation (limité dans le temps) sur l'œuvre ou le produit tiré de son travail.

D'un point de vue économique, cette théorie porte atteinte au cadre concurrentiel et permet l'incorporation d'éléments de concurrence imparfaite. Ces éléments rendent possibles l'apparition de produits nouveaux et de nouvelles idées. À défaut, les idées nouvelles ne tomberont pas forcément dans les mains de l'inventeur mais ceux de l'humanité (exemple de l'écriture, de la mécanique, de la relativité...). C'est justement lorsque l'on souhaite que les idées nouvelles bénéficient à tous, qu'il devient nécessaire d'en faire supporter le coût par la collectivité.

Ainsi le financement de la recherche fondamentale est public, afin que chacun puisse librement accéder à ses résultats, c'est un bien collectif.

Pour Romer, le changement technique sera d'autant plus intense que les innovateurs espèrent en tirer un profit important. Le progrès technique n'est pas exogène, il est produit. Son niveau de production dépendra de la rémunération attendue, c'est-à-dire des droits de propriété et des rentes monopolistiques. Si au travail et au capital utilisé, on ajoute

des idées nouvelles génératrices de changement technique, tout sera modifié. Car contrairement au capital dont les rendements sont décroissants et au travail dont les rendements sont constants (si on effectue sans cesse un investissement humain supplémentaire), les idées ont un rendement croissant : plus on s'appuie sur un stock d'idées importantes, plus on aura de nouvelles idées. Chaque idée ouvre le champ à d'autres idées potentielles. Par conséquent, en l'absence de progrès technique, le modèle de Solow s'applique à long terme, la croissance ne dépend pas du taux d'investissement. Même si le nombre de chercheurs est élevé et le stock de connaissance important, le progrès est d'autant plus intense. Le nombre de chercheurs dépend de la capacité du système économique à leur offrir des rentes de monopole en cas de réussite. Ainsi pour Romer, le rythme de croissance ne va pas en déclinant au fur et à mesure que l'on s'approche de l'état régulier, comme le prétendait Solow. Il dépend du nombre, de la proportion et de la productivité des chercheurs, c'est à dire de la capacité des rendements croissants de la recherche à compenser les rendements décroissants de l'investissement matériel. La diffusion de la connaissance parmi les producteurs et les effets externes du capital humain évitent la tendance à la baisse du rendement de l'investissement (décroissance des rendements du capital), et la croissance peut se poursuivre indéfiniment.

Contrairement aux approches néoclassiques, Romer reconnaît l'existence d'un marché insuffisant pour assurer une croissance maximale à long terme. L'Etat a un rôle important à jouer, non par le biais de la dépense publique envers la recherche (Romer ne pense pas que cela puisse accélérer durablement le progrès technique), mais en venant au secours des innovateurs par le biais d'une fiscalité compensatrice (moindre taxation des bénéfices issus des produits nouveaux), de mesures juridiques incitant la recherche-développement et les externalités de connaissances, de mesures anti-concurrentielles non dissuasives (ne pas décourager les innovateurs, voire l'abandon des poursuites judiciaires envers Microsoft).

❖ Le capital humain

Il a été mis en évidence par deux économistes de l'Ecole de Chicago, Theodor Schultz et Gary Becker, et est au centre des études menées par Lucas (Prix Nobel en 1995). Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive. Chaque individu est propriétaire d'un certain nombre de compétences, valorisées en les vendant sur le marché du travail. Cette vision n'épuise pas l'analyse des processus de détermination du salaire individuel sur le marché du travail,

maiselle est très puissante lorsqu'il s'agit d'analyser des processus plus globaux et de long terme.

Dans ce schéma, l'éducation est un investissement dont l'individu attend un certain retour. Il est alors naturel de souligner que la tendance plus que séculaire dans les pays occidentaux à un allongement de la durée moyenne de la scolarité est une cause non négligeable de la croissance.

❖ Le capital public

Il correspond aux infrastructures de communication et de transport. Elles sont au cœur du modèle élaboré par Barro. En théorie, le capital public est seulement une forme de capital physique. Il résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend également les investissements dans les secteurs de l'éducation et la recherche. En mettant en avant le capital public, cette nouvelle théorie de la croissance souligne les imperfections du marché. Outre l'existence de situations de monopole, ces imperfections tiennent aux problèmes de l'appropriation de l'innovation. Du fait de l'existence d'externalités entre les firmes, une innovation, comme il a été dit précédemment, se diffuse d'une façon ou d'une autre dans la société. La moindre rentabilité de l'innovation qui en résulte, dissuade l'agent économique d'investir dans la recherche-développement. Dans ce contexte, il pourra incomber à l'Etat de créer des structures institutionnelles qui soutiennent la rentabilité des investissements privés et de subventionner les activités insuffisamment rentables pour les agents économiques et pourtant indispensables à la société (exemple du Génoplante initié par l'Etat français).

Tous ces travaux ont été poursuivis par Grossman et Helpman (1991), Aghion et Howitt (1992), Barro et Sala-i-Martin (1995). Le progrès technique résulte ainsi d'un objectif fixé en recherche-développement, activité récompensée selon Schumpeter (1934) par la détention d'une forme de pouvoir monopolistique ex-post. S'il n'y a pas de tendance à l'épuisement de ces découvertes, les taux de croissance peuvent rester positifs à long terme. Dans ce cas, le taux de croissance à long terme dépend des actions des gouvernements (politique fiscale, respect des lois, fourniture de biens collectifs, marchés financiers...). Le gouvernement a un pouvoir d'infléchissement du taux de croissance à long terme. Les théories de la croissance endogène reposeraient donc sur l'idée d'une concurrence parfaite mortifère, et que l'activité économique a besoin de concurrence imparfaite et d'intervention publique. En même temps, elles réitèrent l'idée selon laquelle, sur le long terme, ni le

taux d'investissement, ni l'effort de formation ne suffisent à assurer une réduction des écarts de développement entre pays. Ces modèles ont été relancés ces dernières années grâce à l'intégration de nouvelles variables explicatives (régime politique, démocratie...), de nouvelles relations (dépassement de la croissance trop restrictive afin d'intégrer les analyses en termes de développement, IDH de Amartya Sen) et du principe de convergence conditionnelle (Barro). L'analyse des découvertes renvoie au rythme du progrès technologique dans les économies de pointe, l'étude de la diffusion de ces découvertes renvoie à la manière dont les économies suiveuses se partageront par imitation ces découvertes (possibilité de convergence proche du modèle néoclassique car l'imitation coûte moins cher que l'innovation).

En résumé, la théorie de la croissance endogène montre en quoi plusieurs facteurs peuvent faire apparaître des externalités positives et par conséquent être source de croissance pour la collectivité (investissement en capital physique, investissement en capital humain, investissement en capital public, apprentissage par la pratique, division du travail, recherche et innovation technologique).

Ce chapitre s'est interrogé sur la crédibilité de l'hypothèse selon laquelle la croissance entraîne la réduction de la pauvreté. Certes, la croissance est bonne pour les pauvres, seulement du point de vue monétaire. Pourtant, cette conception est rompue si on met l'accent sur l'aspect multidimensionnel de la pauvreté. L'objet du second chapitre est de montrer la limite de la croissance économique face cet aspect multidimensionnel de la pauvreté.

Chapitre 2. La limite de la croissance face à l'aspect multidimensionnel de la pauvreté

Généralement, nous disons qu'une personne est pauvre car il n'a pas d'argent. Pour d'autres, une croissance économique engendre la réduction de la pauvreté. Pourtant, d'après le chapitre précédent, la croissance n'est qu'un préalable pour la réduction de la pauvreté. Un préalable à cause de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté. La pauvreté a plusieurs causes. Dans ce chapitre, l'analyse de deux grands économistes nous permet de connaître quelques facettes de la cause de la pauvreté.

Dans un premier temps, nous allons nous intéresser sur la courbe en U de Simon Kuznets. Dans un second temps, les idées d'Amartya Sen peuvent nous donner beaucoup plus d'explication sur cet aspect multidimensionnel de la pauvreté.

I. Kuznets et sa courbe en U

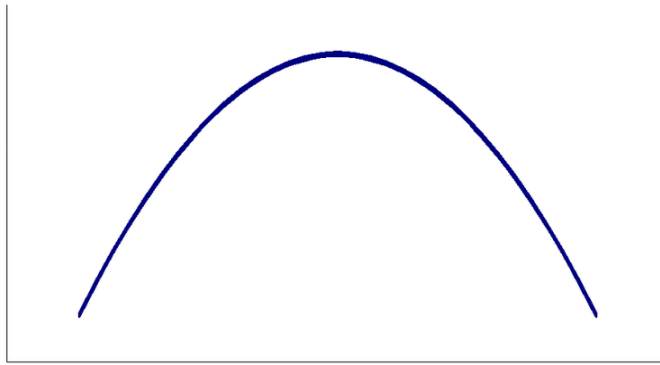
La courbe de Kuznets représente la croissance économique d'un pays en fonction de son niveau de développement, supposé croissant dans le temps.

Dans les premiers stades de développement, lorsque l'investissement dans le capital infrastructurel et dans le capital naturel est le principal mécanisme de croissance, les inégalités encouragent la croissance en partageant les ressources en faveur des épargnants et des investisseurs. Ce phénomène économique est appelé « malédiction de Kuznets¹ ».

A l'inverse, dans les économies plus avancées, l'accroissement du capital humain prend la place de l'accroissement du capital physique comme source de la croissance. Les inégalités ralentissent dès lors la croissance économique en limitant le niveau général de l'éducation, parce que tous ne peuvent directement financer leur formation.

¹ Voir annexe 1 sur l'approfondissement de l'analyse de Kuznets.

Figure 3: Courbe de Kuznets



Source : Kuznets, 1966

La courbe de Kuznets montre un graphique en U inversé : l'axe des ordonnées représente les inégalités ou le coefficient de Gini généralement confondus ; l'axe des abscisses représente le temps ou le revenu par tête.

Le ratio de Kuznets mesure la proportion du revenu perçu par les 20 % gagnant le plus, divisé par la proportion du revenu perçu par les 20 % les plus pauvres d'une société. Une valeur de 1 signifierait une parfaite égalité.

Kuznets proposait deux raisons pour expliquer ce phénomène historique :

- les travailleurs se sont déplacés de l'agriculture vers l'industrie
- les travailleurs ruraux sont devenus urbains

Dans ces deux explications, les inégalités décroissent après que 50 % de la main d'œuvre a été employée dans un secteur à plus hauts revenus. Les économistes, des économistes classiques jusqu'à Marx ont utilisé les théories du différentiel de qualification et de l'agglomération du capital dans les jeunes économies pour d'autres explications de la courbe de Kuznets.

La publication initiale de Simon Kuznets (1955) est davantage une analyse d'histoire quantitative qu'un article de théorie pure. Kuznets étudie la situation de plusieurs pays occidentaux (États-Unis, Angleterre et Allemagne) du XIX^{ème} siècle à 1950 et fait la constatation suivante : *"en raison de leur généralité et de leur concordance, ces chiffres... montrent d'abord une constance de la répartition du revenu avant impôts, suivie d'une*

*réduction de l'inégalité relative des revenus après la première guerre mondiale où même avant*². Kuznets assortit cette observation de trois réflexions :

- Au cours des dernières décennies, il y a eu un développement de la politique sociale, notamment par le biais d'une assistance sans cesse accrue de l'État envers les groupes les plus défavorisés.
- Pendant la période sous examen (années de guerre exceptées), le revenu réel par tête s'est élevé. Comme l'inégalité décroît, cela signifie que les groupes les plus pauvres ont leur revenu qui progresse plus rapidement que la moyenne.
- En troisième lieu, il convient de raisonner en tendance, ce qui revient à ne pas tenir compte des perturbations transitoires des revenus.

Une des conclusions les plus marquantes des travaux de Kuznets est la relation entre la croissance économique et la distribution des revenus. Lorsqu'un pays se développe, les inégalités s'accroissent dans un premier temps puis elles diminuent. Cette relation, nommé courbe de Kuznets en U renversé, s'explique par le fait qu'au départ, une faible part de la population bénéficie de la croissance économique.

Si tel est l'explication de la courbe de Kuznets et sa courbe en U, la section suivante analysera la capacité d'Amartya Sen.

II. Amartya Sen et la capacité

La justice sociale réside-t-elle fondamentalement dans l'égalité des revenus et dans l'égalité des droits ? Pour Sen, l'égalité des revenus et celle des droits ne conduisent pas automatiquement les individus à une égale aptitude à convertir des moyens en résultats conformes à leur conception de la vie. Ils resteront toujours pauvres, c'est-à-dire privés de leurs capacités, lesquelles incluent notamment la marginalisation de personnes appartenant à des groupes spécifiques, femmes, communautés indigènes, etc. Ces pauvres sont privés de droits d'expression et de possibilités d'exercer une activité productive dans les structures politiques et sociales existantes, en particulier au niveau local. En un mot, une définition plus générale de la pauvreté et plus généralement, du développement suppose, selon Sen, une augmentation des capacités des personnes. C'est ce qui a donc remis en cause l'ancienne approche adoptée dans la lutte contre la pauvreté, par la « capacité » de Sen.

²Simon Kuznets, art. cit., p. 5

Les écrits d'Amartya Sen considèrent qu'il faut non seulement prendre en compte ce que possèdent les individus, mais aussi leur capacité, leur liberté à utiliser leurs biens pour choisir leur propre mode de vie. Sen considère comme insuffisantes les approches fondées sur les moyens (les revenus par exemple) et celles fondées sur les instruments (tels que les droits) dans l'évaluation du bien-être. Sa conception exprimée en terme de capability privilégie « les libertés substantielles qui permettent à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter ». A ce stade, Sen utilise plus précisément le terme *functioning* ou mode de fonctionnement pour désigner les façons d'être et d'agir des individus. Etre bien nourri ou être en bonne santé, lire ou écrire, être heureux, avoir le respect de soi-même, participer à la vie communautaire, etc. sont autant de fonctionnements constitutifs de la liberté réelle des individus.

La capacité au sens de Sen est constituée par l'ensemble des fonctionnements potentiellement accessibles à l'individu. Plus la liberté de choisir entre différents fonctionnements est importante, plus la capacité est élevée. Pour des revenus égaux ou des droits identiques, les différences entre individus introduisent des inégalités en termes de capacité. « *La capacité d'une personne renvoie aux combinaisons alternatives de fonctionnements qu'elle a la possibilité de réaliser. La 'capacité' est ainsi une sorte de liberté: la liberté réelle (substantive freedom) de réaliser des combinaisons alternatives de fonctionnements (ou, de manière moins formelle, la liberté de réaliser divers modes de vie).* » (Sen, 1999, pp. 74-75).

Etre pauvre au sens de Sen, c'est être privé de ses capacités, par-delà le manque de revenus ou des droits formels. La pauvreté de capacité inclut notamment la marginalisation de personnes appartenant à des groupes spécifiques, femmes, communautés indigènes, etc., privés de droits d'expression dans les structures politiques et sociales existantes, en particulier au niveau local. Elle inclut également le manque de possibilités d'exercer une activité productive. L'augmentation des capacités des personnes est, pour Sen, à la base de la définition générale du développement. Et quand nous disons développement, derrière, il y a la croissance économique.

Le rôle des capabilities avancé par Sen peut être élargi en intégrant des capacités interpersonnelles concernant certaines formes de capital social. Ce dernier est défini comme étant un ensemble de relations sociales. Plus généralement, le capital social est « *l'ensemble des relations sociales et des réseaux, normes et valeurs qui conduisent à*

la cohésion, à la coopération et à la réalisation d'objectifs et d'intérêts communs »
(CHARMES, 1999).

Conclusion de la première partie

Malgré l'importance et le renom des grands économistes comme Adam Smith, David Ricardo ou Robert Solow, la conception d'Amartya Sen dans la mise en œuvre la politique de lutte contre la pauvreté est la plus utilisée. La Banque Mondiale et le PNUD s'y inspirent. Selon Sen, être pauvre c'est être privé de ses capacités (privé de liberté de réaliser divers modes de vie).

Partie 2.

Les politiques internationales: entre orthodoxie et hétérodoxie

Le thème de la pauvreté dans les analyses de la Banque mondiale remonte aux années soixante-dix, avec la présidence de Robert McNamara. Depuis, la problématique de l'éradication de la pauvreté a pénétré l'ensemble des organisations internationales : du Sommet du Millénaire à New York (6-8 septembre 2000) au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg (26 août-4 septembre 2002) en passant par la Conférence de l'OMC à Doha (9-13 novembre 2001) ou encore celle de Monterrey sur le financement du développement (18-22 mars 2002). Ainsi, depuis 1997, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) a mis au point un nouvel instrument de mesure de la pauvreté, l'indice de pauvreté humaine (Banque Mondiale, 2000).

Cette deuxième partie montre les politiques internationales de lutte contre la pauvreté. Le chapitre 3 montre la lecture néoclassique de la Banque Mondiale notamment celle de l'empowerment de Sen. Le chapitre 4 apporte plus d'explication sur le nouvel instrument du PNUD : l'IDH ou indice de développement humain.

Chapitre 3. La banque mondiale avec sa lecture néoclassique

Si l'on étudie les bibliographies des Rapports sur le Développement dans le Monde de la Banque mondiale, et en particulier ceux consacrés à la pauvreté, la place d'Amartya Sen a progressivement augmenté : un seul document de travail cité dans le Rapport de 1980 (wb, 1980), deux ouvrages dans le Rapport de 1990 (wb, 1990), dix références dans celui de 2000 (wb, 2000). Par ailleurs la première phrase du Rapport 2000 est extraite de l'ouvrage *Development as Freedom* : « *Les personnes pauvres vivent sans les libertés fondamentales de choix et d'action que les personnes mieux loties considèrent comme acquises* » (wb, 2000). Lorsqu'elle précise la conception de la pauvreté qu'elle développe dans ce Rapport, la Banque mondiale fait de nouveau référence à Amartya Sen : « *Ce rapport accepte la conception désormais traditionnelle de la pauvreté, en englobant non seulement la privation matérielle (mesurée par un concept adéquat de revenu ou de consommation), mais également des manques en termes d'éducation et de santé. (...) Ce rapport élargit également la notion de pauvreté pour y inclure la vulnérabilité et l'exposition au risque, ainsi que le manque de pouvoir (powerlessness) et l'absence, défait, du droit à la parole (voicelessness). Tous ces manques restreignent sévèrement ce qu'Amartya Sen appelle les "capabilités" d'une personne, c'est-à-dire les libertés réelles dont elle jouit pour mener la vie qu'elle valorise (Sen, 1999, p. 87)* » (wb, 2000).

Dans ce chapitre, nous allons approfondir les analyses d'Amartya Sen. D'abord la notion d'empowerment et ensuite, le critère de bien-être.

I. Sen, la Banque mondiale et l'empowerment

Pour que les gouvernements soient plus à l'écoute des pauvres, la partie du Rapport consacrée à l'empowerment est la plus sollicitée. Dans le livre que la Banque mondiale consacre, deux ans plus tard, à la notion d'empowerment (*Empowerment and Poverty Reduction-A sourcebook*), la définition donnée fait directement référence à la notion de capacité : « *dans son sens le plus général, l'empowerment est l'extension de la liberté de choix et d'action. (...) l'empowerment est l'augmentation des actifs et des capacités des pauvres leur permettant de participer, de négocier, d'influencer, de contrôler et de tenir pour responsables les institutions qui conditionnent leurs vies* » (wb, 2002, p. 11). La Banque mondiale fait d'ailleurs référence aux écrits de Sen : « *Amartya Sen (1985, 1999) a écrit de*

manière extensive sur l'importance des libertés réelles et de la liberté individuelle pour accomplir des modes de vie différents » (wb, 2002, note 23, pp. 10-11). Ces deux textes – la conférence « *Well-Being, Agency and Freedom* », parue dans le *Journal of Philosophy* et le livre *Development as Freedom* – sont particulièrement centrés sur la liberté individuelle, à laquelle Sen attache une importance toute particulière dans son approche par la capabilité.

Il existe d'autres similitudes entre l'approche de Sen par l'empowerment et celle par la capabilité. Pour la Banque mondiale, les capacités sur lesquelles la notion d'empowerment repose sont composées de capacités humaines, sociales et politiques. « *Les capacités humaines incluent une bonne santé, l'éducation, le fait d'être actif et tout ce qui enrichit une vie. Les capacités sociales incluent l'appartenance sociale, le fait de savoir se prendre en main, les relations de confiance, les valeurs qui donnent un sens à la vie et la capacité de s'organiser. Les capacités politiques incluent la capacité à se représenter soi-même ou à représenter les autres, à être informé, à s'organiser et participer à la vie politique d'une communauté ou d'un pays* » (wb, 2002, p. 11).

Les concepts d'empowerment, de développement humain et de capacités sont très proches : le premier consiste en l'expansion de la liberté de choix et d'action des individus, le second concerne l'élargissement des possibilités et des choix offerts aux individus, le troisième étant la liberté de réaliser la vie à laquelle chacun aspire. Ces trois concepts reposent sur la liberté (d'agir et de choisir) des individus.

Ce concept n'est pas très loin de celui du PNUD.

II. Sen, le PNUD et la Banque Mondiale : des points de vue très proches

La construction théorique de Sen s'inscrit dans un cadre d'analyse des néoclassiques, où l'accent est mis sur les choix individuels (choix portant sur des paniers de biens, de fonctionnements, ou de toute autre chose). Sen se démarque cependant de la microéconomie usuelle en intégrant ce qu'il appelle la diversité humaine, et en refusant de retenir un critère a priori du bien-être.

Dans l'approche de Sen, les individus ne sont plus représentés par une seule fonction, la fonction d'utilité, mais par plusieurs fonctions : l'ensemble de leurs « fonctions d'usage » qui transforment les paniers de biens en fonctionnements. A cela s'ajoute la diversité des objectifs individuels, Sen refusant d'identifier le bien-être avec la seule utilité. Dans son approche, les

individus ne choisissent pas le panier de fonctionnements qui maximise leur utilité compte tenu de leurs ressources, mais ils font ce choix de fonctionnements selon leurs valeurs, compte tenu de leur capacité.

Le refus d'un critère a priori du bien-être

Les critiques de Sen à rencontre des approches reposant sur l'utilité sont nombreuses et véhémentes. Il écrit par exemple, dans *On Ethics and Economics*, que « l'utilité ne représente pas correctement le bien-être » (Sen, 1987, p. 47) en raison de la nature « psychologique » (le plaisir, le désir ou le bonheur) de ce critère d'évaluation. De même, dans *Development as Freedom*, Sen écrit : « Privilégier les caractéristiques mentales (telles que le plaisir, le bonheur ou le désir) peut être très réducteur - en particulier lorsque l'on fait des comparaisons interindividuelles de bien-être (well-being) ou de manques. Nos désirs et nos capacités à ressentir du plaisir s'ajustent aux circonstances, particulièrement pour rendre la vie soutenable dans des situations difficiles. Le calcul utilitariste peut être très injuste pour ceux qui sont constamment dans le dénuement : par exemple, les couches inférieures (underdogs) dans les sociétés stratifiées, les minorités perpétuellement opprimées dans des sociétés intolérantes, les petits paysans vivant dans la précarité et l'incertitude, les ouvriers exploités ou les femmes dominées dans des sociétés sexistes. Les personnes dans le manque ont tendance à s'accommoder de leur situation pour pouvoir survivre ; elles peuvent manquer du courage nécessaire pour exiger un changement radical, en ajustant leurs désirs et espérances à ce qu'elles considèrent comme faisable. L'étalon mental du plaisir et du désir est tout simplement trop malléable pour être un guide du bien-être et du dénuement » (Sen, 1999, pp. 62-63). La critique du critère utilitariste porte donc sur le fait qu'une évaluation reposant sur un état mental peut masquer l'état de dénuement (physique, matériel, économique et social) dans lequel les individus se trouvent.

L'approche de Sen se distingue donc non seulement des approches qui reposent sur les moyens du bien-être mais aussi de celles qui retiennent le critère de l'utilité. Ces dernières négligent les autres valeurs ou objectifs des individus.

Dans *Commodities and Capabilities*, après avoir supposé que l'individu i réalise le vecteur de fonctionnements b_i grâce au choix d'un panier de marchandises (x_i) et d'une fonction d'usage $(f_i(\cdot))$, Sen écrit : « Le bonheur dont jouira la personne i sera donné par $u_i = b_i(f_i(c(x_i)))$ [où $b_i(\cdot)$ est sa fonction de bonheur]. (...) Nous ne devons pas tomber dans le piège consistant à considérer quel'évaluation de la valeur de b_i (c'est-à-dire à quel niveau se

situe le bien-être) doit être donnée par la valeur correspondante de u_i . (...) Valoriser une vie et évaluer le bonheur qu'elle procure sont deux exercices différents » (Sen, 1985a, pp. 11-12).

Le système proposé par Sen fait place à un ensemble de valeurs reflétant les diverses aspirations des individus (y compris le bonheur). Comme il l'écrit dans « *Capability and Well-Being* » : « *En raison de la nature de l'espace d'évaluation, l'approche en termes de capacité diffère de l'évaluation utilitariste (et plus généralement des approches "welfaristes") en faisant place à une diversité d'états et d'actions humains considérés comme importants en soi (et non uniquement parce qu'ils peuvent produire de l'utilité, ni dans la mesure où ils génèrent de l'utilité)* » (Sen, 1993).

Sen envisage des motifs autres que la satisfaction individuelle comme base du choix (par exemple l'engagement). Il ne précise jamais l'hypothèse qu'il retient pour décrire ces choix dans l'analyse.

Sen évoque souvent les « raisons » qu'auraient les individus pour faire ces choix : « *L'approche que j'ai retenue se concentre sur notre capacité de réaliser les fonctionnements valorisés dont est faite notre existence et, plus généralement, sur notre liberté de promouvoir les objectifs que nous avons des raisons de valoriser* » (Sen, 1992). Le critère du choix des fonctionnements n'est donc pas celui de l'utilité procurée par les fonctionnements mais sur les raisons de valoriser un fonctionnement.

Dans la ressemblance entre les approches de Sen, du PNUD et de la Banque mondiale, il y a d'abord la place primordiale accordée aux choix individuels : trait caractéristique de la théorie néoclassique. A cela s'ajoute le refus d'un critère a priori du bien-être, ce qui est une des « nouveautés » proposées par Sen et reprise par les organisations internationales. Cela fournit une justification à la position consistant à ne rien faire, ou à aménager à la marge les situations existantes.

L'accent mis quasi exclusivement sur l'individu et sur ses choix explique pourquoi Sen et les organisations internationales comme le PNUD et la Banque mondiale ont des analyses et des positions très proches. Si Sen ne formule aucune proposition concrète (ou précise) de politique économique permettant de lutter effectivement contre la pauvreté. Ses écrits incarnent l'idée qu'une fois réalisées, les réformes visant à mettre en place un environnement politique et économique jugé approprié, les pauvres pourront influencer les décisions politiques les concernant à travers la participation démocratique. Dans *Development as Freedom*, Sen écrit

d'ailleurs : « *Il y a maintenant une liste généralement acceptée des « politiques bénéfiques » qui incluent l'ouverture à la concurrence et aux marchés internationaux, un niveau élevé d'alphabétisation et d'éducation scolaire, des réformes agraires réussies, l'incitation publique à l'investissement, l'exportation et l'industrialisation. Il n'y a aucun élément de cette liste qui soit incompatible avec plus de démocratie, et qui nécessite un régime autoritaire comme cela a été le cas en Corée du Sud, à Singapour ou en Chine* » (Sen, 1999, p. 150).

Ce chapitre se résume par cette définition : *“Empowerment is the process of increasing the capacity of individuals or groups to make choice and to transform those choices into desired actions and outcomes. Central to this process are actions which both build individual and collective assets, and improve the efficiency and fairness of the organizational and institutional context which govern the use of these assets”*³ (Banque mondiale, 2000).

³ « *L'empowerment est le processus d'augmentation de la capacité des individus ou des groupes à faire des choix et à transformer ces choix en actions et les résultats souhaités. Au cœur de ce processus sont des actions qui s'appuient à la fois les actifs individuels et collectifs, et d'améliorer l'efficacité et l'équité du contexte organisationnel et institutionnel qui régit l'utilisation de ces actifs* »

Chapitre 4. L'émergence des courants hétérodoxes

Une orthodoxie est une doctrine considérée comme norme de la vérité, et enseignée officiellement. Par définition, toute nouvelle théorie est une hétérodoxie, puisqu'elle n'est pas intégrée au paradigme dominant. Généralement, nombreux sont les auteurs qui rejettent de manière radicale la plupart des apports et des méthodes de l'économie orthodoxe comme celle des néo-classique. Amartya Sen a apporté l'idée selon laquelle la pauvreté n'est pas seulement d'origine monétaire. Pour lui, il existe d'autres approches.

Dans ce chapitre, nous traiterons deux courants importants : celui du PNUD et du BIT.

I. Amartya Sen et l'approche par le développement humain du PNUD

Sen a collaboré depuis le début à l'élaboration des Rapports sur le Développement Humain du PNUD. Dans l'avant-propos du premier de ces Rapports, en 1990, un lien est établi entre développement et capacité : *« Nous redécouvrons la vérité essentielle selon laquelle les individus doivent être le centre de tout développement. Le but du développement est de leur offrir plus d'options. L'une de ces options est l'accès au revenu - non comme une fin en soi mais comme un moyen pour parvenir au bien-être. Mais il y a également d'autres options, incluant la longévité, le savoir, la liberté politique, la sécurité personnelle, la participation à la vie de la communauté et la garantie des droits de l'homme. Les individus ne peuvent être réduits à une dimension unique, purement économique. Ce qui rend fascinante leur étude, ainsi que celle du processus du développement, c'est la façon dont leurs capacités humaines (humancapabilities) sont étendues et utilisées »* (UNDP, 1990). Dès la première édition du Rapport sur le Développement Humain, le PNUD fait figurer la notion de capacité dans sa définition du développement humain.

Lorsque le PNUD consacre son Rapport à la question de la « pauvreté humaine », les ressemblances entre son approche et celle par la capacité sont encore plus importantes qu'en 1990 : *« La pauvreté dans la perspective du développement humain (...) s'inspire particulièrement de la perspective par la capacité. Dans le concept de capacité, la pauvreté d'une vie ne tient pas seulement à l'état de dénuement dans lequel vit la personne, mais aussi au manque d'opportunités réelles - étant donné les contraintes sociales ainsi que les circonstances personnelles - de mener des vies valables et valorisées. Dans le concept de capacité, l'intérêt est placé sur les fonctionnements qu'une personne peut ou ne peut pas*

réaliser, étant donné ses opportunités. Les fonctionnements renvoient aux diverses choses de valeur qu'une personne peut faire ou être, telles que vivre une vie longue, être en bonne santé, être bien nourrie, participer à la communauté et ainsi de suite » (UNDP, 1997).

Les ressemblances entre les deux approches se perçoivent également dans les exemples des éléments qui composent une « vie de valeur ». Pour le PNUD, les opportunités essentielles ou critiques du développement humain sont la faculté de vivre une vie longue et en bonne santé, d'être éduqué ou encore de jouir d'un niveau de vie décent. A ces trois opportunités s'ajoutent des choix additionnels (en principe, en nombre infini) dont le PNUD donne quelques exemples : « *la liberté politique* », « *des droits de l'homme garantis* », « *le respect de soi* » ou encore, « *ce qu'Adam Smith appelait l'aptitude à se mêler aux autres sans être honteux d'apparaître en public* » (UNPD, 1997). Cette liste est pratiquement identique à celle que donne Sen dans de nombreux livres et articles. Par exemple, dans « *Capability and Well-Being* », Sen écrit : « Les fonctionnements pertinents pour le bien-être peuvent varier, allant des plus élémentaires, tels qu'éviter la morbidité et la mortalité, être nourri de façon adéquate, être capable de se mouvoir, etc. aux plus complexes tels qu'être heureux, atteindre le respect de soi, prendre part à la vie de sa communauté, apparaître en public sans honte (ce dernier fonctionnement ayant été décrit de manière fort claire par Adam Smith) » (Sen, 1993).

La lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion est une priorité pour tout le monde. Une des raisons pour laquelle le bureau international du travail ou BIT s'intéresse sur les moyens de réduire la pauvreté.

II. Réduction de la pauvreté : au cœur du mandat de l'OIT

Le mandat de l'OIT en matière de réduction de la pauvreté est inscrit dans sa constitution. « *La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous* » (Déclaration de Philadelphie, 1944). Le travail du BIT sur la réduction de la pauvreté est fondé sur la justice sociale et ses concepts jumeaux de droits et d'équité.

Pour les pauvres, le travail est le principal moyen, et souvent le seul, de sortir durablement de la pauvreté. En outre, cette approche défend l'idée d'un droit à l'intégration et à la protection. Dans une société donnée, la capacité des pauvres à accéder à un travail décent dépend du rapport au droit. Pour une personne pauvre, l'accès à un travail décent dépend de ce qu'elle possède (souvent peu de choses), des possibilités d'échange qui lui sont offertes (souvent peu nombreuses), de ce qui est donné et de ce qui est pris. Réduire la pauvreté

consiste donc à accroître les ressources des pauvres ainsi que leurs droits. La concrétisation de ces droits passe par le développement des capacités à la fois économiques et sociales.

La croissance économique est une condition nécessaire mais non suffisante à la réduction de la pauvreté. Celle-ci implique une réorientation substantielle de la croissance en faveur des pauvres (souvent appelée “croissance pro-pauvre”). Ceci comprend une stratégie de développement centrée sur l’emploi, une perspective globale des filets sociaux de protection et des transferts sociaux, des changements dans les institutions, la législation, les règlements et les pratiques participant au processus de création et de perpétuation de la pauvreté.

Au fil des années, le BIT a accumulé une connaissance considérable et une expérience pratique en matière de stratégies pour la réduction de la pauvreté, à la fois au niveau macroéconomique et au niveau microéconomique.

Le défi des nouvelles SRP

Depuis 1999⁴, un nombre croissant de pays lance des processus de politique nationale visant à définir et à adopter des stratégies pour la réduction de la pauvreté (DSRP et SRP). Actuellement, des processus de SRP sont en cours dans plus de 70 pays à faible revenu.

L’ambition essentielle du BIT dans son soutien aux SRP est l’élaboration et la promotion de cadres d’action intégrés visant à relier les agendas de lutte contre la pauvreté à l’Agenda du travail décent au niveau national. Cette vision qui s’appuie sur les quatre objectifs stratégiques du travail décent à savoir, l’emploi, les droits, la protection sociale et le dialogue social, est gérée comme un travail en collaboration impliquant le Bureau dans son entier.

Il comporte quatre objectifs spécifiques:

- Donner aux mandants (ministères du travail, organisations d’employeurs et de travailleurs) les moyens d’agir en renforçant leur capacité à influencer sur la rédaction, la mise en œuvre et le suivi des SRP nationales.
- Incorporer l’emploi et d’autres aspects pertinents de l’Agenda du travail décent dans les SRP en identifiant les points d’entrée appropriés et les priorités propres aux pays et en articulant une plate-forme d’action visible et négociable.
- Influencer et créer des partenariats grâce à une communication stratégique au niveau des pays: chercher à convaincre d’autres ministères et départements d’Etat (en

⁴ BIT, 2007, p. 3

particulier les ministères des finances et de la planification) pour déterminer l'essentiel de la conception et de la mise en œuvre des SRP, et les organisations de développement (y compris les organisations multilatérales, bilatérales et de la société civile) d'opter pour le travail décent comme moyen de s'affranchir de la pauvreté.

- Maintenir le dialogue indispensable aux niveaux mondial et régional avec les institutions financières internationales, les commissions régionales, les banques régionales de développement et le PNUD sur l'évaluation globale du contenu des stratégies et du processus SRP.

Les stratégies de réduction de la pauvreté sont importantes pour le BIT car :

- Elles constituent la stratégie nationale visant à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'intégration des OMD dans les stratégies pour la réduction de la pauvreté est fondamentale pour garantir une position centrale des OMD dans les processus politiques nationaux.
- Elles sont étroitement liées aux cadres de dépenses publiques et à l'établissement des priorités concernant les actions gouvernementales.
Ces politiques sociales et économiques contiennent des références aux objectifs du travail décent. Les résultats de ces politiques reflètent les préoccupations du travail décent.
- Elles sont liées à l'aide au développement de la Banque Mondiale et d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux. De nombreux donateurs alignent leurs programmes par pays sur les SRP à travers d'un appui direct au budget et des programmes sectoriels, abandonnant l'approche basée sur des projets. L'élaboration d'un DSRP est aussi une condition préalable à un allègement de la dette multilatérale par les membres du Club de Paris dans l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).
A fin 2006, 23 des 40 pays éligibles avaient atteint le point d'achèvement. Ces pays ont également bénéficié de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) conclue en 2006 et qui en pratique double la réduction de la dette.
- L'UNDAF – le cadre stratégique commun du système des Nations Unies pour les activités opérationnelles au niveau des pays s'inscrit dans le cadre des SRP formulés nationalement, et devient de plus en plus aligné et harmonisé avec le processus national.
- Les programmes par pays pour un travail décent du BIT ont promu une articulation forte avec les SRP au niveau national.

Depuis 2001, le BIT a apporté son soutien à plus de 35 pays à travers les régions. Les pays se trouvent dans différentes phases du cycle de SRP et de réduction de la dette. Le tableau 1⁵ donne un rapide aperçu des multiples points d'entrée du point de vue du travail décent dans les pays d'Afrique.



⁵ Voir le tableau : Lier l'Agenda du travail décent aux Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté, annexe 2

Partie 3.

Situation de la pauvreté à

Madagascar

Dans le contexte de la lutte contre la pauvreté, l'Etat Malagasy multiplie ses efforts au travers le développement des partenariats avec les organisations internationales et nationales. Cette question sur les politiques à adopter pour réduire la pauvreté est importante.

Cette troisième partie est subdivisée en deux chapitres. Le premier chapitre analysera la pauvreté à Madagascar par l'intermédiaire de l'étude de la région de Fianarantsoa. Et le deuxième chapitre donnera les points forts de Madagascar pour la réduction de la pauvreté.

Chapitre 5. Analyse et description de la pauvreté à Madagascar

Les données récentes relatives à la pauvreté avancent que plus de la moitié de la population malgache vit dans l'extrême pauvreté quel que soit leur groupe social, le milieu dans lequel elle vit. Ainsi, il paraît évident de déterminer les caractéristiques et le profil de la pauvreté.

Ce chapitre montre le profil de la pauvreté ainsi que les caractéristiques de la pauvreté à Madagascar.

Les données dans ce chapitre ont pour source l'INSTAT lors des enquêtes auprès des ménages à Antananarivo en 2005.

I. Profil de la pauvreté

En 2001, le seuil de pauvreté national a été fixé à 988.600 fmg soit 197.720 Ar/an/personne. A ce niveau, 69,6% de la population vivait dans la pauvreté (taux d'incidence de la pauvreté) soit plus de deux personnes sur trois ont été pauvres. Ce taux avoisine même les 90% dans le milieu rural de certaines régions : 87% à Toamasina et Fianarantsoa et légèrement inférieur dans les autres régions. Par contre en milieu urbain, presque dans toutes les régions environ la moitié de la population vivait sous le seuil de pauvreté à l'exception de la région d'Antananarivo et d'Antsiranana respectivement de 28,3% et 30,1%.

Tableau 1 : Profil de la pauvreté en 2001 et 2005.

	2001	2005
	P₀	P₀
Madagascar	69,6	68,7
Urbain	44,1	52
Rural	77,1	73,5
Antananarivo	48,3	57,7
Urbain	28,3	41,6
Rural	56,7	64,7
Fianarantsoa	83,5	77,6
Urbain	59,8	71,6
Rural	87,9	78,7
Toamasina	82,3	71,9
Urbain	60,1	55,8
Rural	87,9	75,8
Mahajanga	72,4	70,2
Urbain	49,8	47
Rural	78,4	76,6
Toliara	76,1	74,8
Urbain	53,3	64,3
Rural	83,3	74,4
Antsiranana	69,2	64,2
Urbain	30,1	33,8
Rural	79	69,8

Source : INSTAT, 2001, 2005⁶.

En 2005, le taux d'incidence de la pauvreté au niveau national était de 68,7%. En le comparant au taux au cours de l'année 2001 est légèrement inférieur. Cependant, dans presque toutes les zones urbaines, le taux de pauvreté a considérablement augmenté : à Antananarivo il est passé à 57,7% contre 48,3% en 2001; à Fianarantsoa il atteint même les 71,6% contre 59,8% en 2001. Nous parlons dans ce cas « d'urbanisation de la pauvreté ».

II. Les caractéristiques de la pauvreté

Une étude profonde de la pauvreté permet d'en dégager ses caractéristiques. Elle dépend entre autre soit de l'accès aux infrastructures, du niveau d'éducation et de la nature du chef de ménage.

Comme infrastructures, il s'agit de l'accès à l'eau, aux systèmes d'assainissement et à l'éclairage : en 2001, 20,2% seulement de la population avait accès à l'eau courante et

⁶Voir annexe 3

surcette même proportion environ 41,2% sont pauvres. Pour ceux ayant une autre source d'approvisionnement le taux d'incidence de la pauvreté atteint les 78,9%.

A la même période, environ le quart de la population soit 24,4% n'avait pas accès à un système d'assainissement, plus de la moitié de la population avait un système d'évacuation traditionnelle et seulement 2,5% ont une « toilette avec chasse d'eau ». Quel que soit le système d'assainissement, le taux de pauvreté est élevé. Environ trois quart soit 74,3% de la population n'avait pas accès à un « réseau d'électricité », ce taux élevé est bien évidemment associé à un taux de pauvreté élevé.

Tableau 2 : Pauvreté selon le niveau d'accès aux infrastructures de bases.

	Population totale (%)	Incidence de la pauvreté	Part de pauvres (%)
Accès à l'eau			
Eau courante	20,2	41,2	11,7
Autre source d'approvisionnement	79,4	78,9	88,1
Assainissement			
Toilette avec chasse d'eau	2,5	25,7	0,9
Latrine creusée	50,3	67,8	47
Tinette	7,2	72,3	7,1
Autre	15,6	82,8	17,8
Aucune toilette	24,4	81,2	27,2
Eclairage			
Réseau d'électricité	13,8	17,1	3,3
Générateur indépendant	1,2	39,4	0,7
Pétrole	74,3	84,2	88,4
Bougies	7,1	33,6	3,4
Autres	3,6	81,8	4,2

Source : INSTAT, 2001.

Il ne semble pas y avoir de différence quant au niveau du taux de pauvreté suivant le genre du chef de ménage, de 69,2% si celui-ci est de sexe féminin et de 69,7% s'il est de sexe masculin. Par contre, il varie considérablement suivant le niveau d'éducation de celui-ci : de

85% pour les ménages dont le chef n'a aucune éducation et de 31,1% pour ceux ayant atteint le cycle secondaire et universitaire. Si l'on procède à un découpage socio-économique de la population. Nous pouvons constater la dualité entre les zones rurales et urbaines où le taux d'incidence de la pauvreté est légèrement en baisse : 44,7% pour les travailleurs urbains non qualifiés et de 74,7% pour ceux du même type en milieu rural. Parmi les groupes socioéconomiques, le taux de pauvreté pour les exploitants agricoles est le plus élevé : 86,1%

Tableau 3 : Pauvreté selon les variables socio-économiques.

	Population totale (%)	Incidence de la pauvreté	Part de pauvres (%)
Sexe			
Masculin	84,9	69,7	85
Féminin	15,1	69,2	15
Education			
Aucun	36,0	85	43,9
Primaire	47,7	71,3	48,8
Secondaire et universitaire	16,3	31,1	7,2
Groupe socio-économique			
Exploitant agricole	62,7	86,1	77,4
Eleveur/ pêcheur	2,3	79,5	2,6
Entrepreneur agricole	2,9	47,4	1,9
Commerçant/ services	5,9	32,6	2,8
Travailleurs salariés	5	16,7	1,2
Ouvrier	13,5	40,2	7,8
Travailleur rural non-qualifié	2,4	74,7	2,5
Travailleur urbain non-qualifié	1,3	44,7	0,8
Autres	4,0	48,0	2,7

Source : INSTAT, 2001.

En résumé, le taux de pauvreté élevé à Madagascar est lié à la fois aux conditions propres à chaque région, aux problèmes d'accès aux infrastructures et le niveau d'éducation : atteindre le niveau primaire réduit de 5% la probabilité d'être pauvre et de 17% pour ceux ayant atteint le niveau secondaire et universitaire ; par contre les emplois réalisés dans les secteurs agricole augmente de 15 % la probabilité d'être pauvre.

Tableau 4: Caractéristiques qui influent sur la probabilité d’être pauvre.

	Effet sur la probabilité d’être pauvre
Niveau d’études atteint	
Primaire	-6%
Secondaire	-17%
Emploi dans le secteur agricole (par rapport au secteur manufacturier)	+15%
Pas d’électricité	+15%

Source : INSTAT 2001.

Le tableau suivant résume l’évolution de la pauvreté à Madagascar de 1997 jusqu’en 2006 :

Tableau 5 : Evolution de la pauvreté (%)

Année	Milieu rural	Milieu urbain	Ensemble
1997	76	63,2	73,3
1999	76,7	52,1	71,3
2001	77,2	43,9	69,6
2002	86,4	61,6	80,7
2004	77,3	53,7	72,1
2005	73,5	52	68,7
2006			67,5

Source : INSTAT 2005.

Relative à la crise de 2002, le taux de pauvreté national atteint les 80,7% le plus élevé au cours de toute la période considérée ici, même si depuis on peut constater une baisse progressive, celle-ci reste relativement faible car entre 2005 et 2006 il n’est passé que de 68,7% à 67,5%.

Une telle recherche s’avère être utile dans le cadre de l’élaboration des politiques et des stratégies de lutte contre la pauvreté. Lors du Séminaire International sur « la pauvreté à Madagascar » en 2001, la démarche pour l’élaboration du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) au Burkina Faso a été vivement mise en évidence avançant qu’elle pourrait nous servir de référence :

- la première étape est celle du **diagnostic** de la pauvreté autrement dit étudier l'état de la question c'est-à-dire la situation et les caractéristique de la pauvreté, les moyens susceptibles d'être mis en œuvre dans les politiques de lutte en se basant sur les recherches et les travaux relatifs à la pauvreté ;
- la deuxième étape est celle de la **mise en place d'un cadre institutionnel adéquat** soit pour mener à bien les travaux de recherches mais également pour soutenir à long terme les politiques ainsi adoptées ;
- l'avant dernière étape consiste en **l'élaboration des stratégies** de lutte par la définition des axes stratégiques et des domaines d'intervention issue de la première phase. Elle repose sur la participation effective de chaque acteur des plus hauts responsables aux simples citoyens mais également sur la compatibilité des stratégies avec les spécificités de chaque pays ;
- la quatrième et dernière étape consiste à **l'évaluation** et au **suivi** des stratégies définies notamment leurs impacts sur la pauvreté, dans ce cadre le rôle de la société civile est vivement souhaité.

Une telle démarche s'avère être importante dans la mesure où elle permet d'élaborer les stratégies de lutte suivant les caractéristiques et l'ampleur de la pauvreté.

Aujourd'hui Madagascar cherche à retrouver le dynamisme économique qu'elle a connu dans les années 90 (interrompu par la crise politique de 2002 à partir duquel le pays n'a pas su se relever). Le taux de pauvreté élevé et la faible performance économique ont conduit le Gouvernement à mettre l'accent sur la nécessité de promouvoir la croissance au profit de la réduction de la pauvreté, la Madagascar Action Plan (MAP) 2007-2012 définit suivant les OMD et la vision « Madagascar naturellement » (Lachaud., 2007) traduit leur initiative dans le contexte de « lutte contre la pauvreté ».

Chapitre 6. Les moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar

Définir les moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar est très important. Ce chapitre met en exergue ces moteurs économiques.

I. Les 4 leviers : moteurs économiques

Le taux de la pauvreté à Madagascar a toujours une tendance à être élevé, les Malgaches vivent de plus en plus dans la vulnérabilité. La Grande île cherche à ressusciter la reprise économique démarrée vers la fin des années 1990. La recherche des moteurs économiques faciliteront la participation de toute la population.

Des quatre leviers vont probablement alimenter une croissance économique favorable aux ménages pauvres :

- Une hausse de la productivité agricole du riz et du manioc. La pauvreté à Madagascar est une pauvreté rurale. Presque 80 pour cent de la population vivent en milieu rural en travaillant dans l'agriculture. Il y a une forte corrélation entre l'agriculture, les aliments de base et les revenus des pauvres ruraux. Leurs sources de calories viennent du riz et du manioc. Seule une hausse de productivité agricole pourra en même temps cibler les revenus des pauvres cultivateurs et diminuer le coût de vie des ménages pauvres urbains.
- Les Investissements routiers font baisser les marges commerciales. Le désenclavement est très remarquable à Madagascar où le coût de transport renchérit le prix des intrants et fait baisser le prix de vente de leurs produits commerciaux. Les produits éloignés en bénéficient : les prix des intrants baissent et les prix des ventes augmentent. Probablement, les consommateurs verront aussi diminuer leur prix d'achat de biens agricoles.
- Hausse des investissements privés dans la zone franche. En milieu urbain, la Zone Franche et le tourisme semblent être les options pour favoriser une croissance rapide et axée vers les couches urbaines pauvres. La croissance rapide de la zone Franche pendant les années 1990 a été le moteur de la hausse des emplois urbains, contribuant à hauteur de la moitié des gains en emplois. La contraction lors de la turbulence

politique de 2002 a vivement démontré, en recul, sa puissance comme générateur d'emplois et des revenus urbains.

- Hausse des investissements privés dans le tourisme. Le tourisme, l'une des causes de la remontée économique de la fin des années 1990, a aussi souffert lors de la rupture de la sécurité civile et des transports aériens de 2002. A peine exploitées, les ressources naturelles touristiques malgaches restent l'un des actifs sous-utilisés du pays.

II. Education et santé pour la réduction de la pauvreté

L'éducation est une condition préalable du développement, de la croissance économique et de l'élimination de la pauvreté. C'est le levier le plus puissant pour promouvoir le bien-être, assurer le progrès civique et social, le progrès de la démocratie et le respect des droits de l'homme, constituer la paix et encourager la mise en place d'un environnement propice au pluralisme et à la diversité culturelle.

La politique du gouvernement malgache avec les appuis des bailleurs vise, en premier lieu, à améliorer le système d'information et de pilotage de la politique éducative. A tous les niveaux, de l'école au niveau national en passant par le nouvel échelon régional, les compétences seront renforcées en vue d'une meilleure maîtrise des systèmes d'information et de planification, de façon à permettre un pilotage efficace de la politique éducative.

Au second, de renforcer la qualité de l'enseignement, notamment par la formation des maîtres, l'évaluation des apprentissages et une démarche qualitative au sein des établissements comme dans les unités de gestion du système éducatif.

Ensuite, rénover et développer les infrastructures éducatives. L'amélioration de l'accès à l'école fondamentale passe, entre autres, par des infrastructures plus nombreuses et de meilleure qualité : écoles primaires, collèges, centres de formation des enseignants.

Enfin, développer la formation professionnelle. Le développement de l'économie repose en grande partie sur des compétences professionnelles mieux adaptées et plus diversifiées, en particulier dans les secteurs les plus dynamiques

Concernant la santé, l'objectif de la politique sanitaire est de promouvoir le bien être sanitaire individuel et collectif de la population ; de garantir un accès équitable aux informations, aux prestations et aux services adéquats au besoin de santé, à un coût supportable pour l'individu et la société compte tenu des ressources disponibles.

Les objectifs sanitaires figurant dans le DSRP sont ceux du Millénaire et privilégient : la promotion de la santé de la mère et de l'enfant ; l'intensification de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles; la réforme du système de santé, notamment liée à la décentralisation, à la politique hospitalière, au financement de l'accès aux soins, y compris des plus démunis, et à la disponibilité des médicaments essentiels. La diffusion du Planning Familial et le développement de la lutte contre la malnutrition constituent des programmes à part entière.

Concernant la lutte contre le VIH/SIDA et les maladies transmissibles, il s'agit d'associer les actions d'informations, préventions, dépistages et soins financées par le Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la tuberculose et le Paludisme, dont la France est l'un des tout premiers contributeurs, à la recherche médicale en partenariat, appuyée sur l'Institut Pasteur et l'Institut National de Santé Publique et Communautaire.

III. Politique, Agriculture et Pauvreté à Madagascar

Des liens étroits existent entre l'agriculture et la pauvreté dues à quatre caractéristiques inhérentes au secteur agricole :

- décalages biologiques entre intrants et produits agricoles,
- un environnement de haut risque,
- des problèmes d'action collective, et
- une faible élasticité de l'alimentation sur le revenu.

La plupart des pauvres tirent au moins une partie de leur revenu de l'agriculture. Pour les Malgaches, comme on a annoncé au-dessus, la pauvreté est un phénomène rural. Le rapport de l'INSTAT (2003) a estimé environ 85 pour cent des pauvres à Madagascar vivaient en zone rurale. En 2001, la population rurale représente 77 pour cent de la population totale de Madagascar selon également l'INSTAT, 2003. En outre, la plupart des pauvres dans ces zones travaillent dans le secteur agricole. Le développement agricole devrait particulièrement bénéficier aux pauvres.

Il existe un rapport très étroit entre la pauvreté et les actifs de chaque ménage (capital humain, capital en ressources naturelles, et ou biens matériels), et les technologies utilisées. Le secteur de l'éducation à Madagascar est encore très faible voire se dégrader selon l'étude de la Banque Mondiale, 2002. Ceci a des impacts sur les niveaux de pauvreté.

Par ailleurs, les pauvres à Madagascar ont accès à moins de ressources naturelles et capital physique. Par exemple, les pauvres dans le secteur agricole possèdent moins de terres et de bétail, qu'ils utilisent très peu d'intrants modernes, engrais ou fertilisants et semences améliorées et même des technologies améliorées ou Système de Riziculture Intensif. Ils investissent peu dans des actions d'amélioration de la terre agricole.

Les conditions géographiques et environnement biophysique influent sur la pauvreté. Les ressources naturelles : le sol, les forêts et l'eau représentent un intrant très important en économie rurale. Les maladies infectieuses et autres maladies dépendant du climat, constituent des menaces pour l'activité de production. La géographie conditionne et détermine ainsi vraiment le degré de pauvreté.

Dans le cas de Madagascar, des auteurs ont souligné le lien étroit entre l'éloignement et la pauvreté. Les ménages éloignés ont peu d'accès aux marchés et ils utilisent peu de technologies productives. Ils souffrent aussi des faibles niveaux des prix de vente des produits agricoles et des coûts de transaction élevés. Les agriculteurs vivent dans un environnement biophysique ingrat, aussi plus pauvres.

Les conditions à la naissance des individus ou des ménages entrent en ligne de compte dans leur niveau de pauvreté. Toutefois, elles ne constituent pas la seule explication de la situation de pauvreté.

A Madagascar, il existe peu d'études sur les mauvaises conditions de départ dans la vie de certaines parties de la population. Certains auteurs établissent les relations entre les groupes défavorisés et le système de caste persistant dans certaines parties du pays. Toutefois les chocs constituent aussi une raison importante pour expliquer la pauvreté. Des études affirment la croissance du nombre des risques caractéristiques pour l'agriculture et le milieu rural à Madagascar.

Il existe aussi une relation forte entre pauvreté et activités extra agricoles. Le rôle des activités non agricoles comme facteur facilitant la sortie de la pauvreté a été largement sous-estimé dans l'économie agricole et du développement. Une série d'études a mis en évidence une relation positive entre revenu extra agricole et les indicateurs de bien-être des ménages ; en particulier, le fait est : une plus grande diversification des sources de revenu peut provoquer une croissance plus rapide des revenus et de la consommation. Dans la zone où le nombre des pauvres sans terres s'accroît rapidement, l'économie rurale non agricole deviendra essentielle pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

Enfin, l'accès aux marchés financiers est déterminant pour la réduction de la pauvreté. La plupart des problèmes des pauvres en milieu rural proviennent dans une large mesure du manque de capital et de crédit nécessaires pour investir dans la croissance de la productivité agricole ou pour préserver le capital naturel. Les systèmes de crédit formel et informel fonctionnent mal à Madagascar. La productivité reste à la traîne. Quand les exploitants n'ont pas accès au crédit ou à l'assurance, ils permettent d'ajuster la consommation à travers le temps, suivant les circonstances et ils trouvent inévitablement d'autres alternatives de marché par le biais desquels ils peuvent obtenir un "quasi-crédit". Par exemple, des agriculteurs vendent leur récolte de riz à bas prix, tout en sachant parfaitement qu'ils seront amenés à racheter les mêmes produits quelques mois plus tard à un prix considérablement plus élevé. Compte tenu d'un besoin immédiat de liquidités pour diverses raisons mais n'ayant pas accès au crédit ou à l'épargne, les agriculteurs empruntent habituellement à travers les marchés de produit.

CONCLUSION GENERALE

Cette étude s'est proposée comme objectif de chercher le lien entre la croissance économique et la pauvreté. Plus précisément, notre problématique consistait à répondre à la question : dans quelle mesure la croissance économique contribue-t-elle à réduire la pauvreté ?

Les recherches bibliographiques ont beaucoup aidé durant cette étude surtout celles menées dans la bibliothèque de la Banque Mondiale d'Antananarivo. Ces recherches nous ont permis d'approfondir les stratégies menées par les organismes internationaux (Banque Mondiale et PNUD) pour lutter contre la pauvreté.

L'importance accordée à la croissance dans la lutte contre la pauvreté fait place aux questions de redistribution souvent négligées auparavant. La croissance a plus profité aux riches minoritaires qu'à la majorité pauvres entraînant un accroissement des écarts entre la population (inégalité).

Pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Cling « *la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté* » (Cling et al., 2003), seulement elle en constitue une condition nécessaire mais insuffisante : nécessaire par l'augmentation des activités économiques du pays (augmentation du PIB) et non suffisante car il faudrait redistribuer les richesses ainsi créées.

La contribution révolutionnaire de Sen à l'économie du développement et aux indicateurs sociaux se trouve dans le concept de capabilité. Les gouvernements devraient faire attention à la capabilité concrète des citoyens. Les citoyens doivent avoir des « fonctionings » ou modes de fonctionnement. Ces modes de fonctionnement sont divers et variés : larges comme l'accès à l'éducation, ou plus spécifiques comme le transport jusqu'au bureau de vote.

Pour la Banque Mondiale et le PNUD, les politiques de lutte contre la pauvreté développées par Sen permettent d'établir le lien entre la démocratie et la prévention de catastrophes économiques telles que les famines, ensuite la valeur intrinsèque de la démocratie, et enfin son rôle constructif. Dans la perspective de la lutte contre la pauvreté, l'ouverture économique est l'une des solutions préconisées par ces institutions. Cette réduction de la pauvreté dépend pour une large part de la structure des échanges internationaux d'un pays et du niveau de développement et de la structure de son économie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

- DOMARD E.D, 1957, *Essays in the Theory of Economic Growth*, Oxford University Press, 272 p.
- HARROD R.F., 1936, *The Trade Cycle*, Oxford University, 234 p.
- HARROD R.F., 1966, *Towards a Dynamic Economics*, MacMillan, London, 168 p.
- KUZNETS S., 1966, *Modern Economic Growth*, Yale University Press, 530 p.
- MALTHUS T.R., 1798, *Essai sur le principe de population*, Gonthier, Paris, 1963, 236 p.
- MARX K., 1867, *Le Capital*, Flammarion, 448 p.
- RICARDO D., 1817, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris.
- SCHUMPETER J., 1942, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Payot.
- SenAmartya K., 1999, *Development as Freedom*, Oxford University Press, 366 p.
- SMITH A., 1776, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, traduction française de Germain Garnier, 1881, à partir de l'édition revue par Adolphe Blanqui en 1843.

Revues et rapports

- BARRO R.J, 1990, "Government Spending in a simple model of endogenous growth", in *Journal of Political economy*, vol 98, n°5, pp. S103-S125.
- CLING J.P., VREYER P., RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2006, « L'impact de la croissance économique et des inégalités sur la pauvreté », in *Le développement face à la pauvreté*, Economica, pp.25-47.
- HARROD R.F, 1960, « Second Essay in Dynamic Theory », in *Economic Journal*, vol LXIXI, juin, pp. 277-293.
- HARROD R.F., 1973, *Economic Dynamics*, McMillan.
- LUCAS R., 1988, "On the Mechanics of Economic Development", in *Journal of Monetary Economics*, vol 22, pp.3-42.
- MUET P.A., CARL C., 1991, « Croissance, emploi et chômage dans les années quatre-vingt », in *Revue de l'OFCE*, N°35, pp. 21-55.
- PERROUX F., 1990, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, Paris.

- ROMER P., 1986, "Increasing Returns and Long Run Growth", in *Journal of Political Economy*, vol 94, octobre, n°5, pp. 1002-1037.
- ROMER P., 1990, "Endogenous Technological Change", in *Journal of Political Economy*, vol 95, pp. 71-102.
- ROMER P., 1994, "The Origins of Endogenous Growth", in *Journal of Perspective Economics*, vol 8, winter, pp. 322.
- SenAmartya K., 1979, «Equality of what? », in *Choice, Welfare, and Measurement*, Oxford, Basil Blackwell, 1982, pp. 353-369.
- SenAmartya K., 1981, *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- SenAmartya K., 1983, « Development: Which way now? », in *The Economic Journal*, 93, pp. 745-762.
- SenAmartya K., 1985a, *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland.
- SenAmartya K., 1985b, «Well-being, Agency and Freedom: The Dewey Lectures 1984 », in *Journal of Philosophy*, vol. 82, n° 4, April 1985, pp. 169-221.
- Sen Amartya K., 1987, *On Ethics and Economics*, Oxford, Basil Blackwell - traduction française, *Éthique et Économie*, trad: Sophie Marnât, Paris, Presses Universitaires de France, 1993.
- SenAmartya K., 1988a, « Freedom of Choice: concept and content », in *European Economic Review*, n°32, 1988, pp. 269-294.
- SenAmartya K., 1988b, « The concept of development», in *Handbook of Development Economics*, Amsterdam, Elsevier Science Publishers, pp. 10-26.
- Sen Amartya K., 1990, « Gender and cooperative conflicts », in *Tinker I., Persistent Inequalities*, New York, Oxford University Press, traduction française « La distinction entre les sexes et les conflits de coopération » in *Éthique et Économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, pp. 239-270.
- SenAmartya K., 1992, *Inequality reexamined*, Oxford, Clarendon Press - traduction française: *Repenser l'Inégalité*, trad : Paul Chemla, Paris, Seuil, 2000.
- SenAmartya K., 1993, « Capability and Well-Being », in *Nussbaum et Sen, The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, pp. 30-53.
- SOLOW R.M, TOBIN J., Von WEIZSACKER C.C, YAARI M., 1966, "Neoclassical Growth with fixed factors proportions", in *Review of Economic Studies*, vol 33, pp. 79-115.

- SOLOW R.M., 1956, “A Contribution to the Theory of Economic Growth”, in *Quarterly Journal of Economics*, vol 70, février, pp. 65-94.
- SOLOW R.M., 1957, “Technical Change and the Aggregate Production Function”, in *The Review of Economics and Statistics*, vol 39, août.
- STIGLITZ J.E., SEN A., FITOUSSI J.P., 2009, Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social.
- UNDP, 1990, Human development report 1990: Concept and Measurement of human development, New York, Oxford, Oxford University Press.
- UNDP, 1997, Human development report 1997: Human Development to Eradicate Poverty, New York, Oxford, Oxford University Press.
- UNDP, 2002, Human development report 2002: Deepening democracy in a fragmented world, New York, Oxford, Oxford University Press.
- World bank, 1980, World Development Report 1980, New York, Oxford University Press.
- World bank, 1990, World Development Report 1990: Poverty, New York, Oxford University Press.
- World bank, 2000, World Development Report 2000/2001: Attacking Poverty, New York, Oxford University Press.
- World bank, 2002, Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook, Washington, World Bank.

WEBOGRAPHIE

- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ds_0378-7931_1989_num_13_2_1139
- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_1998_num_308_1_2588
- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_2001_num_51_1_403629
- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_1999_num_40_160_5349
- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2005_num_46_182_5577

- http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2006_num_47_186_5639

ANNEXE 1 : Approfondissement de l'analyse de Kuznets

Les pays émergents ont bien résisté à la crise, mais les inégalités économiques et sociales restent importantes. Selon Simon Kuznets, cette situation ne serait que temporaire. De bon augure pour ceux d'entre vous qui ont misé sur ces pays.

La relation entre développement et inégalités sociales s'explique par la théorie de la croissance, de Simon Kuznets. Selon l'économiste, la croissance économique d'un pays peut être définie par une hausse du PIB sur longue période et par sa capacité à offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques. C'est en 1955 que Kuznets a formulé sa loi, à l'origine de la courbe éponyme. Cette dernière forme un U inversé : l'axe des ordonnées représente les inégalités et celui des abscisses reprend le revenu par tête ou le temps, selon les graphiques.

Les inégalités stimulent la croissance

D'après cette courbe, seule, au départ, une faible partie de la population tire profit de la croissance. Ce n'est que dans un second temps que ses fruits se diffusent aux autres secteurs de l'économie. Simon Kuznets a conçu cette théorie en s'appuyant sur des données empiriques. Il a constaté une progression des inégalités de la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale, puis une régression de celles-ci jusqu'aux années 1970.

Dans la première phase de développement, aussi appelée « malédiction de Kuznets », l'investissement en capital est le moteur de la croissance. Ce sont donc les inégalités qui stimulent l'économie en partageant la société entre ceux qui épargnent et investissent, et les autres. Ensuite, la mécanique s'inverse : plus l'économie se développe, plus l'accroissement du capital humain prend le relais en tant que source de croissance. Les inégalités sociales commencent alors à reculer.

Deux facteurs sociologiques expliquent cette évolution. En premier lieu, la main-d'œuvre se déplace de l'agriculture vers l'industrie. Les travailleurs ruraux deviennent donc des travailleurs urbains. Durant cette phase d'industrialisation et d'urbanisation, les inégalités augmentent, en raison du différentiel de qualification et d'agglomération du capital.

Elles décroissent par la suite quand la moitié de la main-d'œuvre est employée dans un secteur à plus hauts revenus.

Le dumping social explique le décollage des pays émergents

L'analyse des modèles de développement des pays émergents semble confirmer la loi de Kuznets. Aujourd'hui, les inégalités sociales y sont le moteur de la croissance. La croissance de ces pays est tirée par les exportations à bas prix, grâce à un véritable dumping social. Les gains de productivité sont dégagés au détriment des hausses salariales. En conséquence, de nombreux experts relèvent un accroissement sans précédent des inégalités, à l'image des phases de développement précédentes des XIXe et XXe siècles. Toutefois, on peut objecter que ces inégalités croissantes existent aussi dans les pays du Nord.

Le contre-pied de Keynes

Cette thèse s'oppose à la loi psychologique fondamentale de John Maynard Keynes. Selon la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie de l'économiste britannique, quand le revenu des ménages s'accroît en période de croissance, leur propension à épargner progresse également. Kuznets affirme l'inverse, en observant le comportement des ménages américains entre 1869 et 1938 : les ménages consomment d'autant plus que leurs revenus augmentent. En conséquence, les inégalités se creusent moins.

ANNEXE 2 : Lier l'Agenda du travail décent aux Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté

Pays et statut	DSRP – Objectifs prioritaires	Point d'entrée stratégiques et domaines d'action potentiels en matière de travail décent	Participation des mandats au processus SRP
Burkina Faso DSRP II (2004) PPTE PA (2002) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la croissance profitable à tous • Accès aux services sociaux de base • Activités génératrices de revenus pour les pauvres • Bonne gouvernance 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'emploi au cœur des politiques économiques et sociales par la formulation du Plan national d'action et de politique de l'emploi • Egalité entre hommes et femmes • Action ciblée en faveur de l'emploi des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent pleinement • Fourniture d'un renforcement des capacités
Burundi DSRP-P (2003) (le DSRP définitif est en cours d'élaboration)	<ul style="list-style-type: none"> • Réconciliation nationale • Rapatriement des réfugiés • Réhabilitation de l'infrastructure • Rétablissement de la stabilité économique et de la croissance • Services sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du dialogue social • Création d'emplois pour les anciens combattants • Priorité donnée à la reforestation, au micro-financement et à la protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent • Fourniture d'un renforcement des capacités
Cameroun DSRP (2003) PPTE PA (2006) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'infrastructure • Création d'emplois et intégration des groupes vulnérables • Développement des politiques et des 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action intersectoriel concernant la création d'emplois et la réduction de la pauvreté • Maximiser la création d'emplois dans le développement de l'infrastructure • Information sur le marché du travail; 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent • Fourniture d'un renforcement des capacités

	stratégies sociales	PME; égalité entre hommes et femmes	
République démocratique du Congo DSRP (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois • Ciblage spécial des jeunes • Développement de l'entreprise coopérative 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme sur l'emploi et le revenu • Emploi des jeunes • Développement de l'entreprise coopérative 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent • Fourniture d'un renforcement des capacités
Congo DSRP-P (2004) (DSRP définitif en cours d'achèvement)	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois, ciblage des jeunes • Gouvernance du marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance technique en matière d'emploi, de formation professionnelle et de protection sociale • Emploi des jeunes • Amélioration du dialogue social 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent • Fourniture d'un renforcement des capacités
Ethiopie DSRP II (2005)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la croissance et le développement du secteur privé • Développer l'industrie pour favoriser l'emploi non agricole • Accroître l'employabilité de la population active 	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance à forte intensité d'emplois et favorisant les pauvres, ciblage des jeunes et des femmes • Ciblage de deux secteurs d'exportation: textile et habillement, et fleurs coupées: respect des normes et des accords • Renforcement des institutions du travail et du dialogue social 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent • Fourniture d'un renforcement des capacités
Ghana DSRP II (2005) PPTE PA (2004) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance accélérée menée par le secteur privé • Mise en valeur des ressources humaines • Bonne gouvernance et responsabilité civique 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination efficace du Programme pour l'emploi des jeunes • Emploi, productivité et revenu dans certaines zones • Exposition aux risques et vulnérabilité des travailleurs informels, des enfants, des personnes handicapées et des 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent pleinement • Fourniture d'un renforcement des capacités

		personnes victimes du VIH/SIDA	
Kenya DSRP (2004)	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de récupération économique pour favoriser l'emploi et le revenu 	<ul style="list-style-type: none"> • Politiques visant à encourager un emploi rémunérateur et productif • Ciblage de l'emploi des jeunes, du travail des enfants et du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Participant
Lesotho DSRP (2005)	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois et génération de revenus • Amélioration de l'agriculture • Infrastructure • Gouvernance et efficacité du service public • Santé et bien-être social • Education; VIH/SIDA; égalité entre hommes et femmes; jeunes et enfants 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie de l'emploi visant la mise en œuvre du DSRP • Amélioration de la compétitivité, de la productivité et des conditions de travail dans le secteur du textile et de l'habillement; atténuation des effets du VIH/SIDA • Emploi des jeunes • Réforme de la sécurité sociale conforme aux normes de l'OIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Participant • Fourniture d'un renforcement des capacités
Libéria DSRP-P (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité nationale • Revitalisation de l'économie • Renforcement de la gouvernance et de l'Etat de droit • Réhabilitation de l'infrastructure et fourniture des services de base 	<ul style="list-style-type: none"> • Calendrier des politiques • Emploi dans le secteur public – infrastructure à forte intensité d'emploi • Ciblage de l'égalité entre hommes et femmes, des PME, des conditions salariales, de la traite des personnes et du travail des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation marginale qui doit être améliorée lors de l'élaboration définitive du DSRP

	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois 		
Madagascar DSRP II (2006) PPTE PA (2004) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance responsable • Infrastructure connexe • Economie de forte croissance, y compris le plein emploi • Développement rural • Education et santé • Solidarité nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et intégration d'un plan d'action national pour l'emploi • Renforcement de la gouvernance en matière d'emploi et de la législation du travail en vue du travail décent • Ciblage du développement local, renforcement de l'employabilité, du microfinancement et amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent pleinement • Fourniture d'un renforcement des capacités
Mali DSRP II (2006) PPTE PA (2003) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration de l'emploi dans l'économie et les politiques sectorielles • Création d'emplois et augmentation de la productivité • Forte intensité d'emplois dans les travaux publics • Promotion de l'égalité entre hommes et femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion du travail décent pour les jeunes (programmes multidimensionnels): cadre institutionnel; PME; développement des coopératives; microfinancement; assurance maladie mutuelle; méthodes à forte intensité d'emplois; développement des compétences et de l'employabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent pleinement • Fourniture d'un renforcement des capacités
Nigéria DSRP (2004)	<ul style="list-style-type: none"> • Autonomiser les personnes (en matière d'emploi, de protection sociale et d'équilibre entre hommes et femmes) • Promouvoir l'entreprise privée 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois pour les femmes et les jeunes: emplois indépendants, développement des coopératives et de l'entreprise • Traite des personnes; travail des enfants • VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent pleinement

	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la gouvernance 		
Rwanda DSRP II (2006-07) PPTE PA (2005) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en valeur des ressources humaines et des ressources rurales • Infrastructure économique • Gouvernance • Développement du secteur privé • Renforcement des institutions 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des petites entreprises dans les zones rurales • Amélioration de la productivité dans l'économie informelle • Extension de la protection sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent • Fourniture d'un renforcement des capacités
Soudan DSRP-P (2004)	<ul style="list-style-type: none"> • Paix • Macrostabilité • Soutien à la réactivation de la croissance 	<ul style="list-style-type: none"> • Droits au travail • Stratégie de croissance en faveur des pauvres • Réactivation de l'investissement public 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent (gouvernement)
Tanzanie, DSRP II (2005) PPTE PA (2001) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance et réduction de l'insuffisance des revenus • Amélioration de la qualité de vie et du bien-être social • Gouvernance 	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi des jeunes pour la réduction de la pauvreté • Réduire le travail des enfants • Atténuer l'impact socio-économique du VIH/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent pleinement • Fourniture d'un renforcement des capacités
Ouganda DSRP II (2005) PPTE PA (2000) IADM (2006)	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion économique et gouvernance • Amélioration de la production, de la compétitivité et des 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'opportunités de travail décent pour les jeunes femmes et les jeunes hommes en vue de réduire la pauvreté • Réduire le travail des enfants • Atténuer l'impact socio-économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Participent

	revenus • Développement humain	du VIH/SIDA	
Zambie DSRP II (2006) PPTE PA (2005) IADM (2006)	• Macroéconomie • Protection sociale • Développement du secteur privé • Education • Emploi et travail (ycompris le NELMP)	• Mise en œuvre du Programme national pour l'emploi et le marché du travail (NELMP) sous les auspices du ministère du Travail et de la Sécurité sociale et avec l'appui des partenaires sociaux	• Participation du ministère du Travail • Les partenaires sociaux participent depuis l'origine grâce à l'OIT • Planification du renforcement des Capacités

Source : BIT, 2007.

ANNEXE 3 Les indicateurs FGT (Foster-Greer-Thorbecke)

Les indices FGT donnent à la fois une décomposition de la pauvreté et sa profondeur. Bien évidemment, son utilisation nécessite la disposition des données relatives au revenu, à la consommation, ou les dépenses de la population étudiée (Cours magistral, 2012).

$$P_{\alpha} = \frac{1}{n} \left[\frac{(z - R_i)}{z} \right]^{\alpha}$$

n = population totale

R_i = revenu de l'individu i

z = seuil de pauvreté

α = degré d'aversion de la pauvreté tel que : $0 < \alpha < 2$

Pour $\alpha = 0$, il donne l'incidence ou ratio de pauvreté, c'est-à-dire proportion ou le nombre de personne vivant en-dessous de z par rapport à la population totale.

$$\alpha = 0, \quad P_{\alpha} = P_0 = \frac{q}{n}$$

où n = population totale

q = nombre de personne en-dessous de z.

Pour $\alpha = 1$, il mesure l'étendue moyenne ou l'écart du revenu par rapport à z.

$$\alpha = 1, \quad P_{\alpha} = P_1 = \frac{1}{n} \sum \left[\frac{(z - R_i)}{z} \right]$$

$$\alpha = 2, \quad P_{\alpha} = P_2 = \frac{1}{n} \sum \left[\frac{(z - R_i)}{z} \right]^2$$

P_2 exprime la sévérité de la pauvreté

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
Partie 1.Débats théoriques autour du lien entre croissance et pauvreté.....	1
Chapitre 1. La croissance comme un préalable à la réduction de la pauvreté.....	6
I. Les précurseurs	6
II. Les modèles de croissance post - keynésien.....	8
III. Le modèle néoclassique : l'approche de Solow	10
IV. La croissance endogène	14
Chapitre 2. La limite de la croissance face à l'aspect multidimensionnel de la pauvreté	20
I. Kuznets et sa courbe en U	20
II. Amartya Sen et la capabilité	22
Partie 2. Les politiques internationales: entre orthodoxie et hétérodoxie.....	5
Chapitre 3. La banque mondiale avec sa lecture néoclassique	27
I. Sen, la Banque mondiale et l'empowerment	27
II. Sen, le PNUD et la Banque Mondiale : des points de vue très proches	28
Chapitre 4. L'émergence des courants hétérodoxes	32
I. Amartya Sen et l'approche par le développement humain du PNUD.....	32
II. Réduction de la pauvreté : au cœur du mandat de l'OIT	33
Partie 3. Situation de la pauvreté à Madagascar.....	26
Chapitre 5. Analyse et description de la pauvreté à Madagascar	39
I. Profil de la pauvreté.....	39
II. Les caractéristiques de la pauvreté	40
Chapitre 6. Les moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar	45
I. Les 4 leviers : moteurs économiques.....	45
II. Education et santé pour la réduction de la pauvreté	46
III. Politique, Agriculture et Pauvreté à Madagascar.....	47
CONCLUSION GENERALE	50
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE.....	I
ANNEXE.....	IV

Nom : ANDRIAMANDIMBISON

Prénoms : LantoRavalomanda

Nombre de page : 51

Tableau : 5

Graphique : 3

**Titre : CROISSANCE ECONOMIQUE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE :
LE CAS DE MADAGASCAR**

Les organismes internationaux comme la Banque mondiale ont placé la lutte contre la pauvreté au cœur des politiques de développement. Parmi les stratégies figure la croissance économique. Du point de vue orthodoxe, la croissance économique entraîne la réduction de la pauvreté. D'après Jean-Pierre Cling et al., la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté. Cette hypothèse est vérifiée en tenant compte de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté.

En 2005, le taux d'incidence de la pauvreté ou le nombre de personne vivant en-dessous du seuil de pauvreté par rapport à la population totale au niveau national était de 68,7%. Pour le prix Nobel indien Amartya Sen, ce taux signifie le manque de capacité, pour la Banque mondiale la pauvreté monétaire et pour le PNUD la pauvreté humaine.

Nom de l'encadreur : Docteur RAKOTOVAO HeriniainaAndriananja

Mots clés : Pauvreté, croissance économique, capacité, croissance endogène

Adresse de l'auteur : VT 5 V AmpahatezaAmbohipo, Antananarivo (101)